

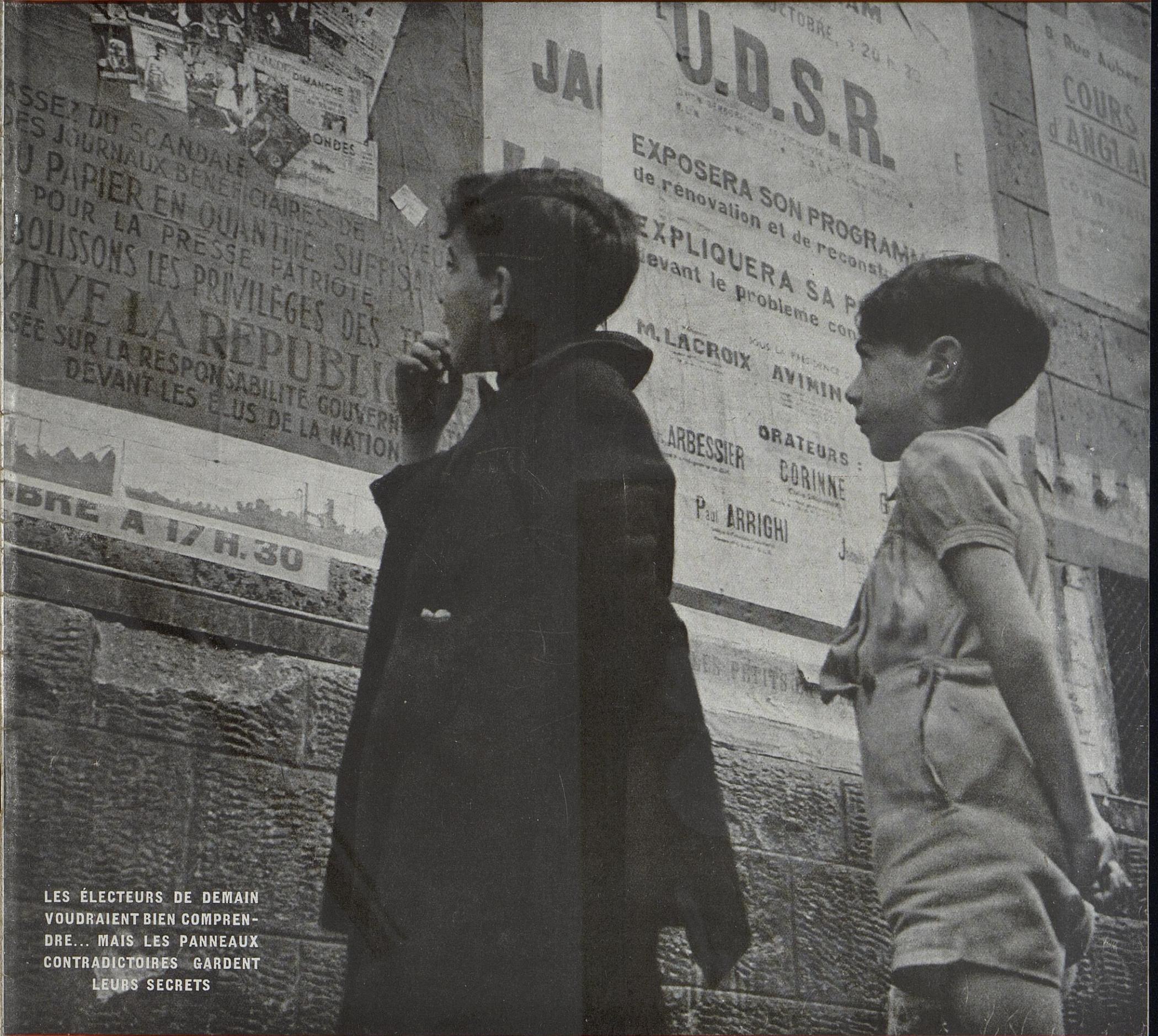
20 OCTOBRE 1945

UNIVERSITES DE PARIS
B.D.I.C.

LE

PRIX : 30 FRANCS

MONDE ILLUSTRÉ



LES ÉLECTEURS DE DEMAIN
VOUDRAIENT BIEN COMPREN-
DRE... MAIS LES PANNEAUX
CONTRADICTOIRES GARDENT
LEURS SECRETS

F.P.9

**“RECONVERSION” AUX ETATS-UNIS
L’ELEGANCE PARISIENNE**

Andrée Florny
PRODUITS DE BEAUTÉ

un Bouquet de fleurs rares... dans votre sac

CONCRETA
LA CIRE NATURELLE DES FLEURS

Molinard

Un rien... une trace de CONCRETA vous parfumera délicieusement pour de longues heures.

Ces charmants petits étuis sont portés dans le sac ou dans la poche sans crainte de taches, CONCRETA n'étant pas liquide.

MOLINARD : 21, Rue Royale, PARIS - 8^e Arr'
Distillateur de fleurs à Grasse depuis 1849

Enail Paris.

LE DENTIFRICE PRODUIT DE BEAUTÉ

UNIC
Pextyl

LE STYLO DE L'ÉLITE

LE DERNIER EN DATE
LE PREMIER EN QUALITÉ

392^F

Usines et Bureaux : 10, rue Juliette Dodu — Paris (10^e)
En vente chez tous les papetiers, spécialistes, Gds Magasins, etc.



parer
sa
nudité

Lora
Lingerie Chemiserie



ARCHAT

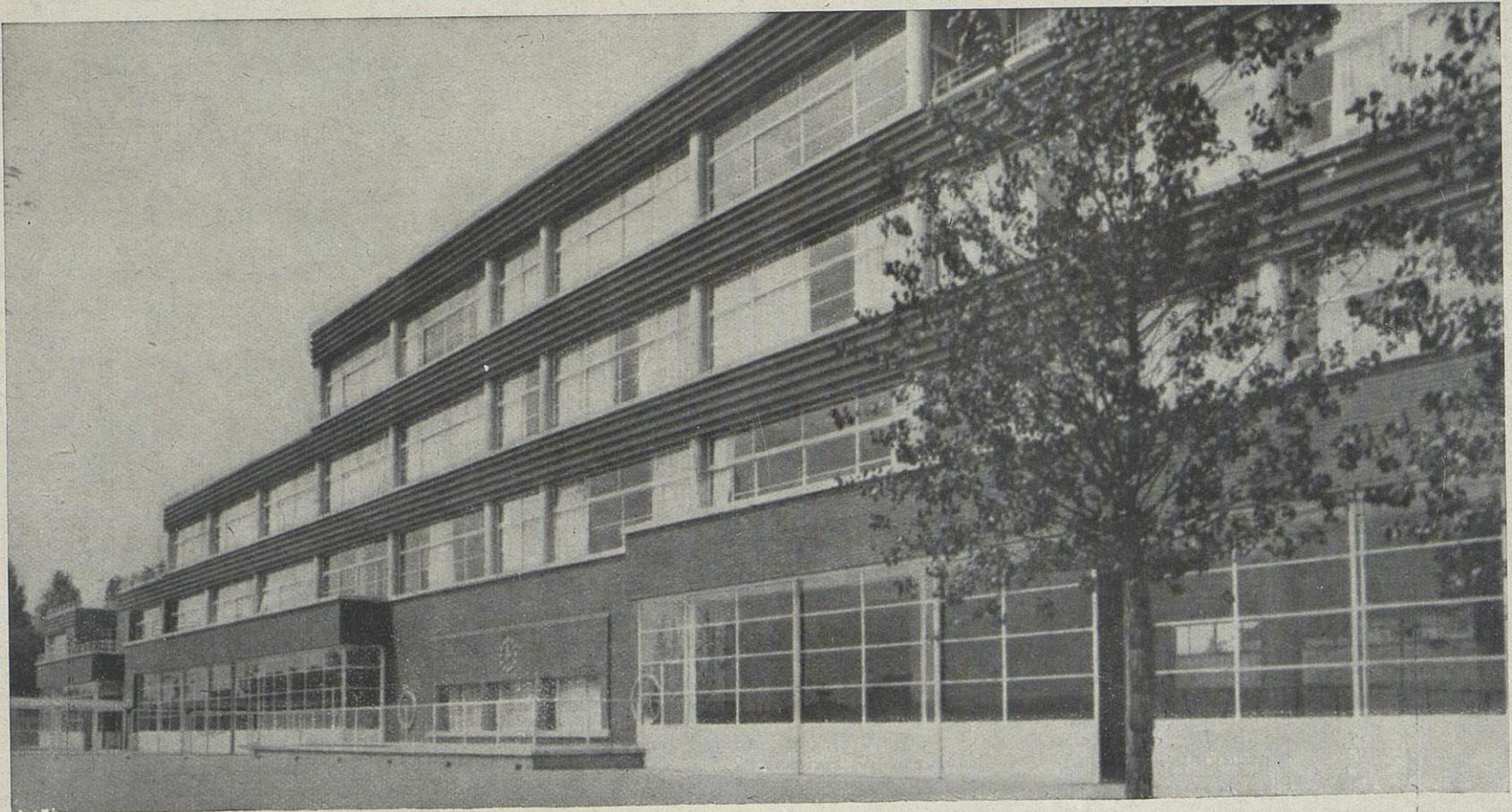


Grand Vieil Armagnac
de la Maison H. Sempé
Sabazan Gers

GRADE BRANDY
Vieil Armagnac
MARQUE DÉPOSÉE
Henry A Sempé
viticulteur négociant
à Sabazan
GERS

Armagnac Sempé

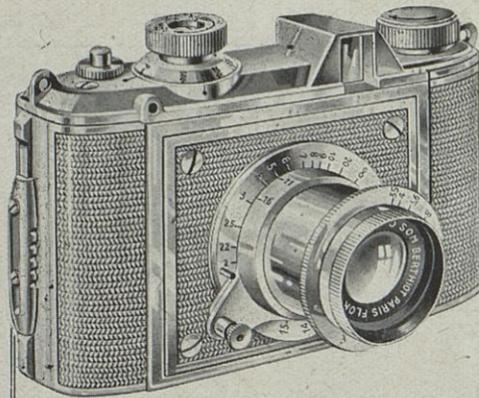
MAISON H. SEMPÉ . SABAZAN (GERS)
DEPOT : 39 RUE DU LANDY , S'OUEN - PARIS



Pour construire des sanatoria, pour équiper et moderniser
le Pays, souscrivez des Bons de la Libération

COGNAC
ROUYER

MAISON FONDÉE EN 1801



**LE PLUS BEL APPAREIL
DE PETIT FORMAT
DE L'APRÈS - GUERRE**

Les derniers perfectionnements
de la Technique moderne

LYNX

PHOTO-RAYLU

8. Av. DE LA GRANDE-ARMÉE
PARIS. 17^e

Tous Travaux d'amateurs

6990

Si vous
fumez...

**DENTIFRICE
NICOTA**
A BASE D'OXYBENZOPYRIDINE

ELVINGER

LSP



CHEVEUX GRAS

chaque matin
une friction :
Lotion Xour

XOUR

HÉRAULT



Depuis un an

Ça va déjà mieux :

**5.000
LOCOMOTIVES**
ont été remises en
service

BRAVO LES CHEMINOTS !

A la libération, il ne nous restait plus que 2.900 machines. Nous en avons donc aujourd'hui 7.900. Mais en 1939, nous en possédions 9.100 de plus.

**85.000
WAGONS**
ont été remis en service
**TRÈS BIEN LA
SNCF !**

A la libération il ne nous en restait plus que 188.000. Nous en avons donc aujourd'hui 273.000. Mais en 1939 nous en possédions 227.000 de plus.

**5.600
PÉNICHES**
ont été rendues à la
navigation

BRAVO LES CHANTIERS !

A la libération il nous restait 2.900 péniches. Nous en avons donc aujourd'hui 8.500. Mais en 1939 nous en possédions 4.300 de plus.

RETROUSSONS NOS MANCHES

Ça ira encore mieux !





Cordialité travailliste... M. Attlee, Premier anglais, resserre la cravate du ministre australien, le Docteur Evatt.

LA FRANCE ET LE MONDE

ESPRIT ET MATIÈRE

L'ÉCHEC total de la Conférence de Londres revêt une signification profonde qui lui donne une valeur dépassant de beaucoup le fait lui-même. Certaines attitudes, certains gestes, certaines déclarations émanant des Trois Grands — surtout de deux d'entre eux — et que l'on peut joindre à d'autres indices antérieurs, dont nous avons eu ici l'occasion de parler en diverses occasions, éclairent et précisent cette signification.

Il est en effet possible, maintenant, d'avancer avec assurance que l'organisation de la paix est menée par les mêmes moyens que s'est menée la guerre. On a dit de cette dernière qu'elle avait été le triomphe de la matière sur l'esprit. Mais il faut ajouter : pas seulement de la matière mais aussi du poids, poids en effectifs, poids en matériel. Les Allemands avaient constitué un poids formidable pour frapper par écrasement les pays qu'ils assaillaient ; les Anglo-Américains et les Russes ont répondu en constituant, de leur côté, un poids encore plus formidable et ont ainsi littéralement broyé l'adversaire.

Dans les négociations qui ont lieu depuis la fin des hostilités, la recherche du même procédé d'action se retrouve. Du côté Russe on voit Moscou s'efforcer d'établir des zones d'influence très étendues et de se faire octroyer des bases stratégiques, tout cela tant en Occident qu'en Extrême-Orient ; du côté Américain on voit Washington s'efforcer d'établir d'autres bases un peu partout, particulièrement dans le Pacifique, et, en même temps, d'organiser le « potentiel » industriel des États-Unis de telle façon que, par nécessité économique, la

plupart des nations se trouvent liées à ce pays et intéressées à soutenir sa politique.

Les deux mastodontes, en attendant les augmentations de volume qu'ils entendent ainsi acquérir, comptent sur leur poids déjà existant pour obtenir cette acquisition. L'U.R.S.S. a de l'avance parce qu'elle a réalisé, au moins momentanément, une partie de son plan en faisant zones d'influence les pays qu'elle occupe comme vainqueur ou qu'elle a occupés comme libératrice et qu'elle a, en somme, transformés en vassaux.

Les U.S.A. n'ont encore rien réalisé de précis, car, même leur situation dans le Pacifique n'est qu'une situation d'occupants sans prise de position politique, situation qui, à l'encontre de ce qui se passe pour l'U.R.S.S., n'interdit pas tout coup d'œil de l'extérieur, mais ils s'efforcent, avec vigueur, de rattraper leur retard.

Les quelques épisodes auxquels nous assistons — joints à toutes les revendications internationales qui ont précédé la conférence de Londres ou qui y ont été présentées et qui sont trop connues de tous pour qu'il soit besoin de les rappeler — montrent bien les méfiances et la recherche de puissance réciproquement supérieure. C'est bien la lutte qui continue, une lutte sèche, sur un autre terrain, avec changement d'adversaires, une lutte où le poids joue déjà, mais qui a pour but une augmentation de ce poids, en vue d'une autre lutte, plus tragique, qui pourrait se présenter éventuellement.

Et c'est ici que l'on pourrait dire que, de nouveau, l'esprit — l'esprit qui doit inspirer la raison et conduire

à la paix par la bonne volonté et la collaboration mondiale — est dominé par la matière et par le poids, par la matière la plus lourde.

La France a, pour sa part, compris la première, que le seul moyen d'éviter une catastrophe dont M. Truman disait qu'elle serait l'anéantissement du Monde, était d'apporter, entre nations, cette bonne volonté dont nous venons de parler, qui seule peut créer la paix, et de faire intervenir l'esprit dans la recherche de solutions qui, d'abord régionales s'étendraient de cercle à cercle et créeraient une sorte de solidarité mondiale de toutes les nations civilisées. Cela paraît être la raison même. Mais quelqu'un a dit qu'on avait tort d'avoir trop et trop souvent raison ; c'est possible dans l'immédiat. Mais on peut répondre que tout vient à point à qui sait attendre et, pour notre part, nous sommes persuadés que, d'ici quelques années, quand les belligérants de la paix par la domination se seront rendu compte que les combats diplomatiques, politiques et économiques qu'ils mènent pour conquérir la prépondérance universelle les conduisent à une tragédie qui ne paiera pas leurs efforts, on en viendra à la raison, on recourra à l'intervention de l'esprit contre la matière, c'est-à-dire à la thèse de la France, à ce qu'elle représente pour le monde entier, c'est-à-dire à l'opposition de l'idée à la force brutale.

C'est à ce moment-là, d'ailleurs — mais pas avant — que cette France pourra envisager quelques sacrifices à sa souveraineté, ainsi que M. Léon Blum l'y invite, un peu trop tôt, toutefois.



ATTITUDE DE LA FRANCE

par André BEUCLER

Il y a cent cinquante trois ans, ce n'est pas un secret pour nos écoliers, lorsque les armées républicaines repoussèrent les Coalisés à Valmy aux cris de « Vive la Nation ! » il y eut dans l'histoire du monde quelque chose de changé et Goethe, qui se tenait non loin de ce coup de théâtre, comme un correspondant de guerre, fut le premier à le proclamer à la face de l'Europe. Le changement beaucoup plus profond, beaucoup plus large, que vient une fois de plus de subir l'histoire du monde, s'est effectué sans cris, et non plus au seul bénéfice, ou pour le seul triomphe d'une nation prise à part, mais au nom de principes que les démocraties victorieuses n'ont pas à remettre en question, leur nécessité et leur validité étant suffisamment sous-entendus.

Cette guerre gagnée sur des idées fausses et folles ne l'a pas été par des idées. Elle a été gagnée par un ensemble de supériorités sonnantes et trébuchantes, ou, pour mieux dire, par la possession de toutes les supériorités (celle des idées justes aussi) au premier rang desquelles il faut placer l'organisation et l'abondance, deux choses qui n'exigent ni talent ni mystique, mais simplement une atmosphère respirable, de la santé, un peu de courage. C'est donc en l'honneur et à la gloire de l'efficacité et de l'efficacité seule, que les armées libératrices eussent pu, en Franconie ou dans le Mecklembourg, entonner quelque péan. Car ce sont des méthodes claires, sportives et modernes, c'est un rendement joyeux, étalé, qui ont sauvé la civilisation commune et la liberté de chacun à haute et intelligible voix. Ce sont aussi des méthodes modernes, rapides, expéditives, dépouillées, à cent piques au-dessus des chinoïseries et dosages, au-dessus du pour et du contre, des cheveux coupés en quatre, qui ont permis aux forces françaises de l'intérieur, militaires ou civiles, paysannes et secrètes, de venir à bout d'une tâche précise et urgente. Le sang qui coulait avait une signification péremptoire et se refaisait sans impuretés. L'objet perdu qu'il fallait retrouver ne portait qu'un seul nom, le même pour tous : FRANCE LIBRE D'ABORD. Romans et films inspirés par la clandestinité vont nous permettre de jauger tout cela d'ici peu.

★

Or la délivrance était à peine acquise — au prix de quels sacrifices, dans le bourdonnement de quel espoir ! — que nous revenions à un foisonnement d'idées dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne nous mettent pas sur le chemin de cette efficacité à quoi se reconnaît aujourd'hui une nation qui a les coudées franches, sa place au soleil, une ambition bien définie, de l'aisance et de la grâce. Ce ne sont que thèses, controverses entre militants, examens de préséances, mouvements d'humeur, assauts de subtilités, échanges de mythes, procédés dialectiques à perte d'ouïe. Méfaits sans doute d'une sorte de snobisme tentaculaire. Prolongements d'un luxe étendu à toutes les classes, à toutes les formations. Loin de simplement et sommairement considérer l'existence et la seule existence, nous courons à l'essence et chacun par ses sentiers, impatient de retrouver dans le moindre phénomène nos vieilles idées, nos anciennes habitudes de pensée, tous les systèmes démodés. Cette réfraction nous suffit et nous y voyons volontiers le fin du fin. Ainsi nous inventons des verbes au lieu de fabriquer des charrues, des échelles, des ponts, des piscines, des véhicules, des poulies même de fortune. Vus de quelque planète, nous devons ressembler à des polytechniciens qui entendent passer le certificat d'études selon des conceptions transcendantes. Sans compter qu'après avoir tiré leurs inductions, les suzerains de tout fief quittent cette haute mesquinerie et s'en vont vivre au marché noir, puisqu'il n'en est point d'autre et que la mal-bonnêteté est fille de nuées.

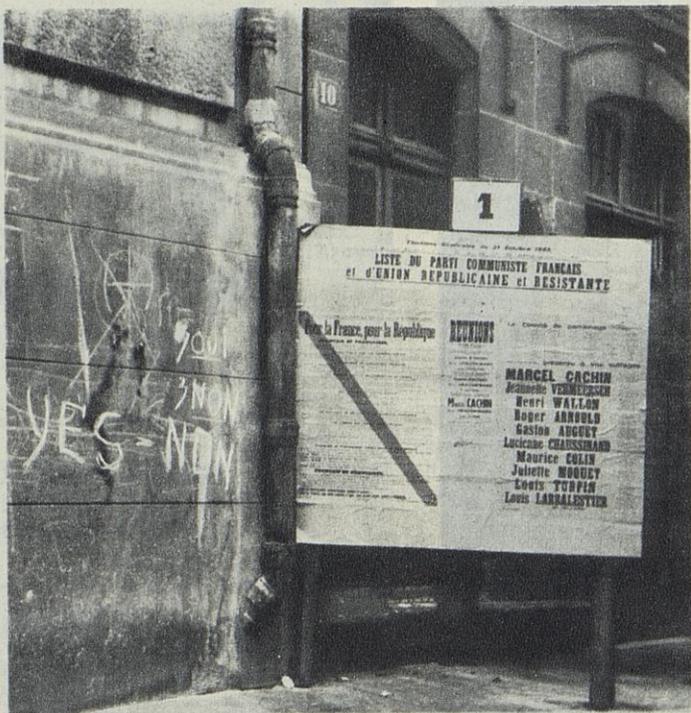
Au plus audible de ce vaste murmure, nous proclamons que nous sommes jacobins, que nous demeurons fidèles à la Révolution, que nous sommes la France. Mais quelle France sommes-nous ? Celle de Montaigne, celle de Pascal ? Celle de Voltaire, d'Auguste Comte, de Jaurès ? Celle de Racine et de Péguy ? L'Angleterre ne dit pas à tout bout de champ qu'elle est l'Angleterre de Shakespeare, de Berkeley, de Tyndall, de Ruskin, de Dickens, de Grainsborough. Elle est l'Angleterre. Elle tisse son Angleterre. L'Amérique ne dit pas à longueur de journée qu'elle est l'Amérique de Poe, de William James, d'Emerson, de Walt Whitman — encore que pour ce dernier elle aurait quelque raison de le claironner. Elle est l'Amérique et persévère. La Russie ne brandit pas Tolstoï, Borodine ou Platonov pour se réaliser, comme on dit. On est le pays que les poètes prouvent, affirment ou proclament, et non le pays que les poètes ont chanté, à moins de s'en tenir à la Grèce, à Rome, au siècle de Louis XIV. Un grand pays doit protéger son passé et non lui demander secours. L'héritage sous cette forme, en aucun cas, ne remplace le produit. « Vous qui sentez si finement le ridicule au théâtre, en peinture, en poésie, me disait récemment un Américain, que ne le sentez-vous dans le domaine politique, économique ou social ? »

Les démocraties qui ont rendu à l'Europe asservie sa liberté d'allure, se gardent de ces confusions de plans dans leurs rapports de puissance à puissance. Aussi ne se jugent-elles entre elles et ne jugent-elles les autres nations que selon les résultats obtenus, ou le regain. Même si les efforts ne sont visibles que dans le train de maison : hygiène, abolition de la papperasserie, rapidité des communications. Ce n'est qu'en fonction de cette tenue que notre diplomatie peut avoir un bel avenir devant elle. Il y a trois ans déjà que M. Anthony Eden déclarait que les problèmes sociaux doivent prendre le pas sur les autres, Cela doit paraître trop simple à nos oreilles subtiles.

Ceux qui viennent d'écraser l'Allemagne lui firent naguère de flatteuses ouvertures quand elle se montrait industrielle, hardie, première de la classe. Notre solitude et notre malaise, pour reprendre des mots trop employés depuis la libération, qui en attendait d'autres, viennent de ce que nous récriminons au lieu d'aller intrépidement aux besognes, comme menuisiers ou forgerons, de ce que nous avons trop d'idées et point d'œuvres, même ébauchées, enfin de ce que nous ne voulons pas adopter les formules modernes en esprit. Pour les temps qui viennent, nous avons besoin entre nous de relations franches et simples, de grand air, d'une probité absolue dans le réalisme, d'innocence dans nos échanges. Il faut, en deux mots, être un peu homme d'affaires, à la fois entreprenant et sérieux et non critique éternel de projets. La rue de la Paix, les vins, le goût, les truffes, le champagne, la couture, la droite, la gauche, la mesure, tout cela devrait être laissé aux conversations : on ne nous le prendra pas ! Mais le temps est passé d'une vie française de pure vitrine. Il y a dans le monde moderne au poulx rapide un certain nombre de directions générales que nous n'avons plus à discuter entre Jacobins, Girondins, Feuillants, Catholiques, Intellectuels, Sociétés économiques et Sociétés de pensée. L'avenir est le même pour tous. C'est la personnalité de la France qui est en jeu. Il est beau de désirer la grandeur. On ne peut même désirer que cela quand on est France, mais pas à travers d'anciennes faiblesses, d'anciennes craintes ; celle de l'affranchissement, celle du machinisme, celle de la réunion des terres, celle du plaisir humain, celle de l'efficacité. Notre jeunesse qui sort des privations, de la honte, de l'assassinat, ne s'y trompe pas. Elle est contre la conspiration des discussions pour une patrie qui aura des propriétés connues, un mode d'activité soustrait aux théories, pour l'esprit de conquête, pour les devoirs simples inscrits sur le sol. Si elle n'adopte pas une conception moderne et active de l'esprit et de l'âme, sans rhétorique autour, la France risque de n'être qu'une chapelle littéraire dans le monde agissant, manufacturier, positif et de finir, superbement, mais immobile, en tableau de maître.

REFERENDUM ET ÉLECTIONS

A l'enseigne du « Yes-No » : cocktail ou amitié franco-britannique ?



Rencontre graphique sur un mur de Paris !



NOTRE pays a toujours eu la crainte du précédent historique. Lorsqu'avant la dernière guerre on envisageait, par accident de dissoudre la Chambre des Députés, les augures s'écriaient : « Impossible, voyons, vous oubliez le précédent du 16 mai. »

Le 16 mai 1877, en effet, Mac Mahon, président royaliste de la République, congédia Jules Simon, président du Conseil, et fit appel au duc de Broglie, lequel procéda aussitôt à la dissolution de la Chambre, « trop avancée », de l'époque. On a qualifié cette action de coup d'Etat. En fait, elle en est le contraire. Mac Mahon, dont on ne parle plus guère parce qu'il avait le tort d'être maréchal, titre mal porté aujourd'hui, a fait appel au peuple, conformément à la Constitution, pour trancher le différend fondamental qui l'opposait à la Chambre. Le peuple lui donna tort et, après de courtes hésitations, Mac Mahon se soumit et se démit. Où est l'arbitraire ? Où est l'attentat ? Ce royaliste chenu, qui se ferait actuellement traiter, non sans raison, de naphthalinard, a agi, d'ailleurs, par erreur, de façon tout à fait démocratique.

Ces « terribles précédents » ne sont ni très étudiés ni parfaitement compris.

Aujourd'hui, les augures craignent le referendum : « C'est la dictature », disent-ils le plus sérieusement du monde. Et le général de Gaulle a si bien compris cet état d'esprit qu'il a dû se défendre à plusieurs reprises, en particulier devant l'Assemblée Consultative, de poursuivre des visées personnelles.

Ecoutez les historiens de café : ils expliquent que le referendum a permis au prince Louis-Napoléon Bonaparte de devenir Napoléon III. Ils confondent simplement referendum et plébiscite. En France, des plébiscites ont eu lieu en 1800, 1802, 1804, 1815, 1852, 1870. Ces dates parlent : le plébiscite est un procédé de famille. Celui de 1852, en particulier, a été scandaleux, étranglant sans courage la deuxième Répu-



Histoire sans paroles, dans la rue Jacob...

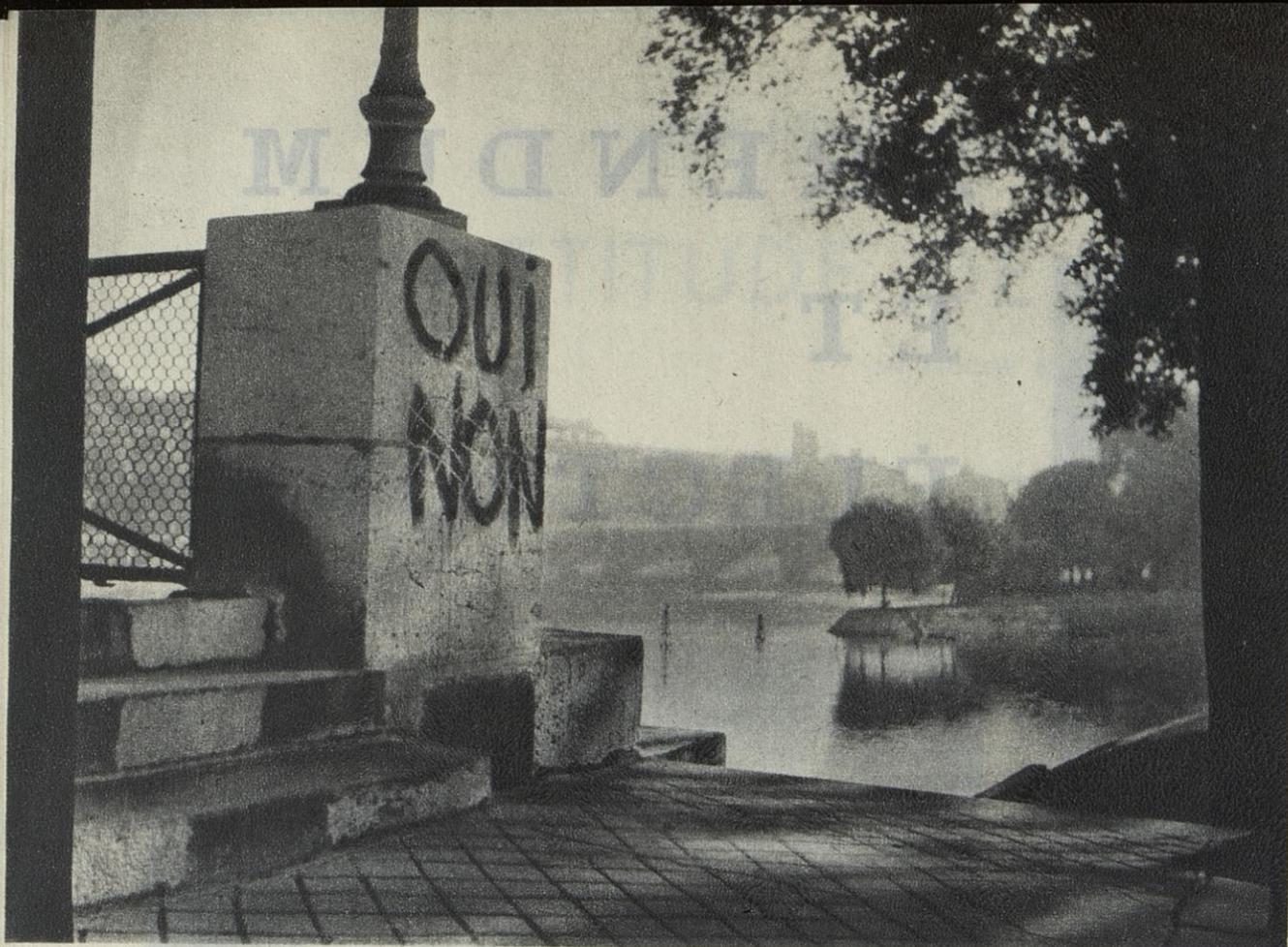
Pour économiser le papier, les « OUI-NON » ont fait leur campagne par graffiti : Coïncidence ou propagande ?

blique. Aucun de ces plébiscites n'a été libre et ceux qui votaient contre le « tyran » étaient des sortes de héros et risquaient les pires ennuis.

Dans bien des familles, on conserve pieusement les bulletins « oui » de 1852. Ils prouvent que l'aïeul a voté « non », c'est-à-dire contre l'empereur.

Car le plébiscite a un caractère personnel : son but est d'obtenir la légitimation du pouvoir détenu par un homme.

Le confondre avec le referendum est, par le temps qui court, une petite escroquerie morale. Le referendum appelle les citoyens à se prononcer sur des ques-



Sous les ponts de Paris... les clochards se laisseront-ils influencer par ces graffiti impérieux ?

tions d'intérêt général. Il est constitutionnel en Suisse et dans la plupart des Etats-Unis d'Amérique. Il est la plus haute expression de la démocratie. Nos pères ont ainsi sanctionné les constitutions de l'an VIII, à une période où le mot révolution n'avait pas encore traîné dans la boue des stations thermales.

Ce referendum du 21 octobre 1945, que l'on a trop appréhendé, va donner aux citoyens de France la conscience de leur souveraineté. Ils auront, sans doute dans sept mois, à exprimer encore leur avis sur les textes élaborés. Nous nous passons de nos représentants, nous n'avons plus besoin de tuteurs. Le referendum constate que nous sommes devenus majeurs. Gageons que l'habitude en sera bientôt prise et que les Français qui ont tremblé devant cette très vieille innovation exigeront, à l'avenir, son application constante.

Le seul vice d'un referendum est la complexité. Les questions posées doivent être simples, ne jamais prêter à la confusion.

Celui d'aujourd'hui pêche un peu à ce point de vue, mais moins que les professionnels du mécontentement le prétendent. Ces professionnels sont très nombreux chez nous. En allant aux urnes, ils disent : « Je n'y comprends rien. » En fait, ils comprennent fort bien les deux questions posées puisqu'ils se sont divisés très nettement à l'avance sur les réponses.

OUI, OUI : cela signifie une assemblée unique qui siègera pendant sept mois, désignera le chef du gou-

vernement, élaborera la Constitution, décidera, le cas échéant, des réformes de structure (nationalisation du crédit, des assurances, des richesses naturelles, etc.) Le gouvernement ne sera responsable devant une telle assemblée que dans certains cas rigoureusement déterminés.

Le général de Gaulle a préconisé cette double réponse. Il est suivi par les socialistes S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière), par l'U.D.S.R. (Union démocratique et socialiste de la Résistance), par le M. R. P. (Mouvement républicain populaire).

OUI, NON : cela signifie une assemblée unique, pleinement souveraine, devant laquelle le gouvernement est toujours responsable. Votent ainsi le Parti communiste français et les éléments communistes du M.U.R. (Mouvements unis de la Renaissance, qui groupent des radicaux et des communistes, enjambant la S.F.I.O.).

NON, OUI : cela signifie le retour à la Constitution de 1875. Les élus du 21 octobre formeront alors une Chambre des députés. Un Sénat sera élu par la suite au suffrage restreint. Chambre et Sénat pourront alors, s'ils le jugent utile, se réunir en assemblée nationale pour amender la constitution. En bonne logique, le premier « non » devrait entraîner l'abstention à la deuxième question. Il est peu raisonnable pour celui qui rejette l'idée de l'assemblée constituante, de demander la limitation des pouvoirs de celle-ci. C'est une précaution supplémentaire.

DU 10 AU 16 OCTOBRE

Joan CRAWFORD Clark GABLE

LOUFOQUE & CIE

VERMOREL FRANÇAISE

LEON BLUM

MOUVEMENT NATIONAL ROYALISTE DÉMOCRATIQUE

NOTRE BUT :
Rétablissement de la Monarchie par les voies démocratiques et légales.
La Monarchie a toujours battu contre les dictatures.

NOUS VOULONS :

- Une Justice Sociale réelle : L'ouvrier doit être protégé contre les spéculations spéculatives qui chaque jour, réduisent son loyer.
- La Subvention des Ecoles Libres : de toutes confessions pour permettre aux parents des classes laborieuses de donner à leurs enfants l'éducation qu'ils leur ont méritée.
- Liberté de conscience pour tous.
- Protection de la famille : stimulation des naissances pour les familles nombreuses.
- Assurer à tous les vieillards une retraite suffisante pour vivre.
- Pas de Nationalisations : Les Nationalisations constituent un monopole. Lutte contre les Trusts.
- Pas d'Annexion de la Belgique : Liberté Economique.
- Une Politique étrangère et une Politique Coloniale mettant la France au-dessus des grandes Puissances.
- Une Armée rebelle, composée de Techniciens et d'ouvriers des méthodes modernes.
- Favoriser la diffusion de la Presse Française.
- Encourager les Lettres, les Sciences et les Arts.

Une Tranche locale pour lui permettre de défendre la Civilisation contre elle. Tu ne pourras faire un usage des armes.

LEON BLUM

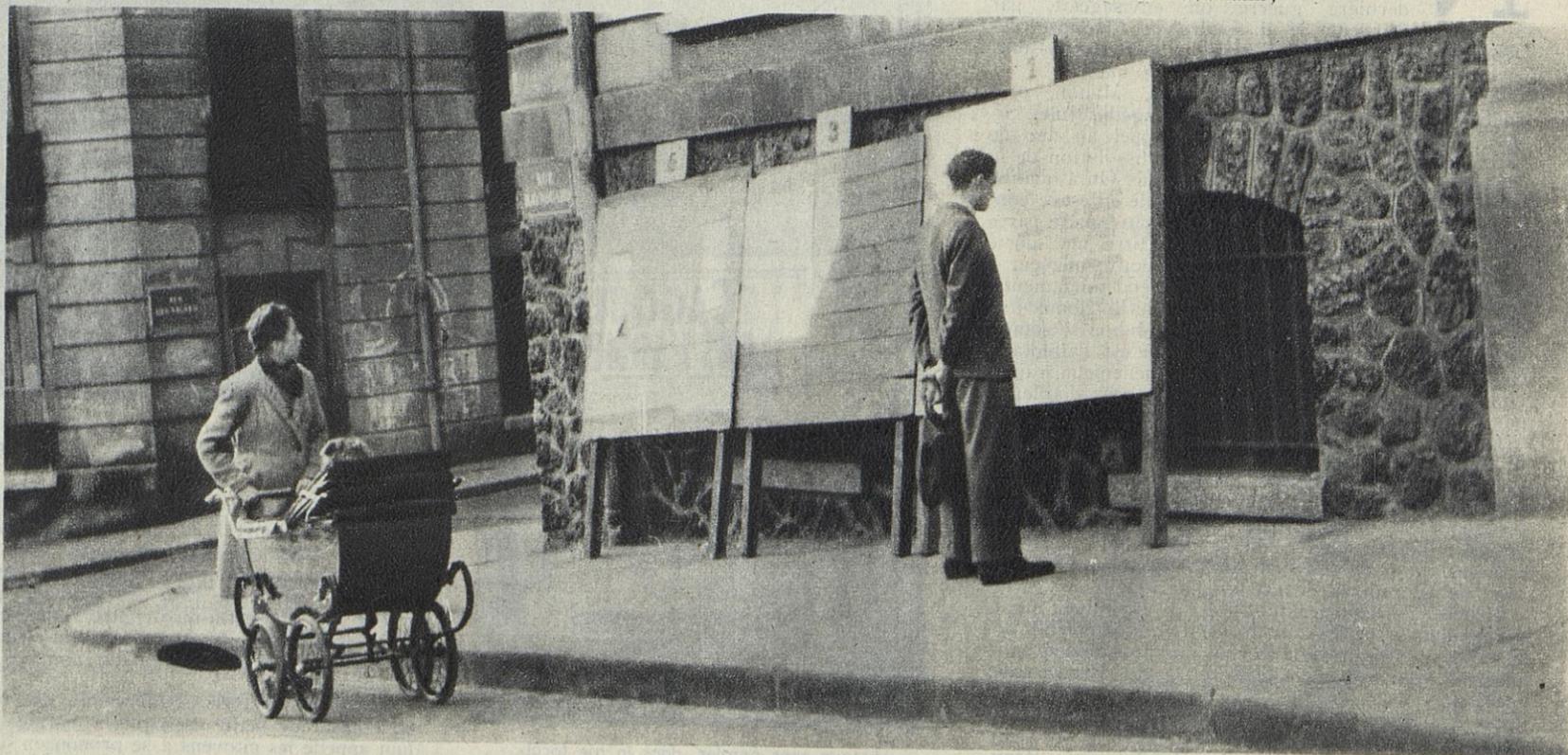
Une affiche, un programme, un leader : l'afficheur est-il un humoriste ou un mauvais plaisant ?

Telle est la position prise par les partis modérés qui se présentent sous les étiquettes les plus diverses : Entente républicaine, Fédération républicaine, etc... Ceux qui, dans un passé récent, critiquaient le plus énergiquement la constitution de 1875, se font, aujourd'hui, ses fervents défenseurs. C'est la loi d'action et de réaction, si constante en politique.

NON, NON : Cette position est peut-être le résultat d'une tactique fort subtile ; elle est, cependant, peu compréhensible pour le citoyen moyen. Elle signifie le retour à la constitution de 1875 et les pleins pouvoirs à l'assemblée dont on ne veut pas ! Comprenez qui pourra. Pour nous, c'est une simple marque de mauvaise humeur.

Ainsi votent ceux des radicaux-socialistes qui suivent les mots d'ordre de leur parti et la fraction radicale du M.U.R.

Telles sont les réponses des partis : « Oui, oui », disent le général de Gaulle, M.M. Léon Blum et Maurice Schumann ;



Glissement à gauche... mais la rue tourne à droite !

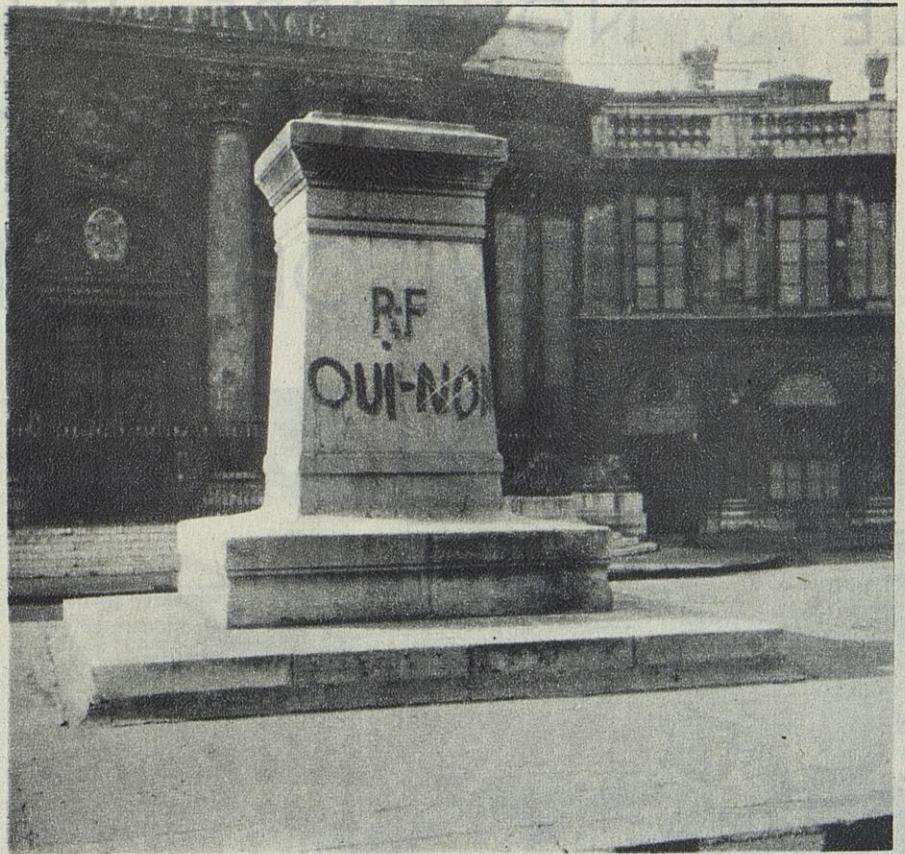
« Oui, non », répondent MM. Thorez, Duclos, Cachin, avec circonspection;
 « Non, oui », proclame M. Louis Marin;
 « Non, non », rétorque M. Herriot, qui semble ici faire preuve de contradiction.
 Quant à M. Paul Reynaud (Alliance démocratique), il se contente d'un conseil : « Faites comme vous voulez ! »

Tout le monde connaît les vieux partis : Parti communiste, Parti socialiste, Parti radical et radical-socialiste, Alliance démocratique, Fédération républicaine.

Nul n'ignore ce qu'est le M.R.P., grand parti chrétien qui a pris la suite des démocrates populaires.

Mais que représentent politiquement l'U.D.S.R. et le M.U.R. ?

Pour le comprendre exactement, ce qui est assez difficile, il faut se souvenir des mouvements de résistance tels qu'ils se présentaient au lendemain de la libération. Deux grandes tendances se faisaient jour : le M.L.N. (Mouvement de libération nationale) et le F.N. (Front national). Le premier était à tendance socialiste, mais groupait des jeunes hommes de bonne volonté dont la seule politique avait été de bouter l'ennemi hors de France. C'était un mouvement de néophytes. Le second comportait également des jeunes héros, mais il se présentait surtout comme une alliance entre chevronnés de la politique, ennemis d'hier, heureux aujourd'hui de se tendre la main après avoir combattu l'ennemi commun : c'était un mouvement de



Sur un socle mélancolique, inscription à l'usage des Immortels survivants.

repentis. Il ne pouvait avoir qu'un temps, du fait de la présence des communistes dans son sein. Le caractère dynamique de ces derniers s'oppose, en effet, au caractère statique des modérés. Les seconds devaient inévitablement céder le pas aux premiers.

L'Union démocratique et socialiste de la Résistance a pris la suite du M.L.N. et d'autres mouvements : Libé-Nord, l'O.C.M. (Organisation civile et militaire), Combat Outre-Mer, Libérer et Fédérer. Il y a, dans ce groupement, beaucoup de « socialistes » et quelques modérés combattifs.

Les Mouvements unis de la Renaissance ressemblent au F.N. et ont accueilli les radicaux et les extrémistes du M.L.N.

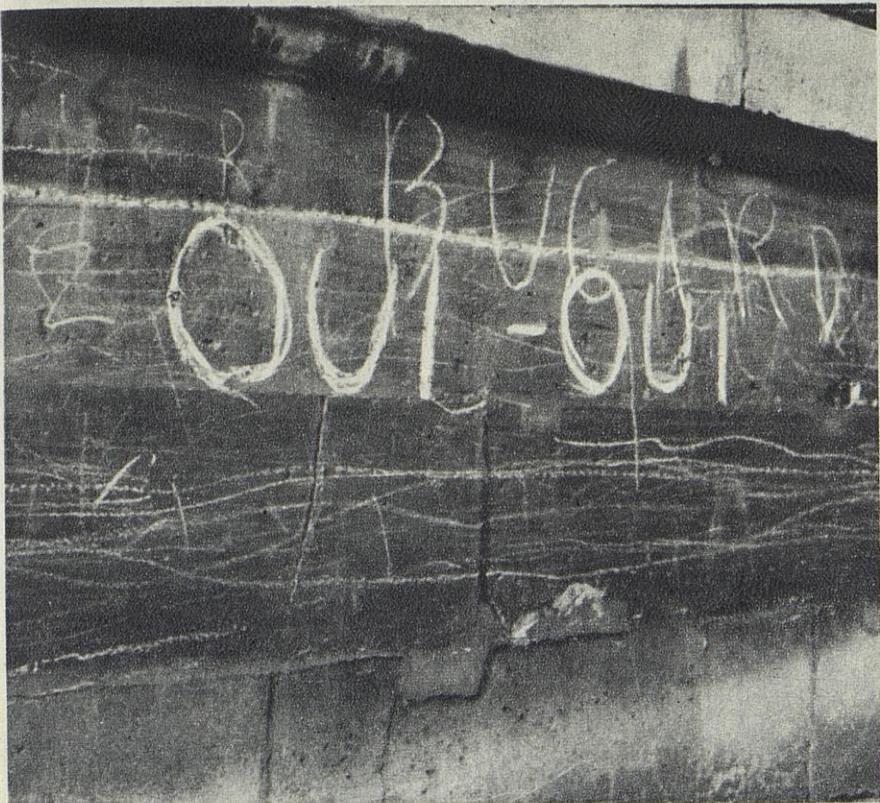
L'U.D.S.R. est devenu le complément direct du Parti socialiste, le M.U.R. le complément direct du Parti communiste.

Cette vision des partis est loin d'être complète. Hélas ! il en existe d'autres, des centaines d'autres : certains sont créés pour faire passer un candidat sur une liste. Ils sont éphémères, mais contribuent à brouiller les idées de l'électeur. Il en est de minuscules, il en est de fantaisistes, auxquels notre radio d'Etat a généreusement prêté ses antennes.

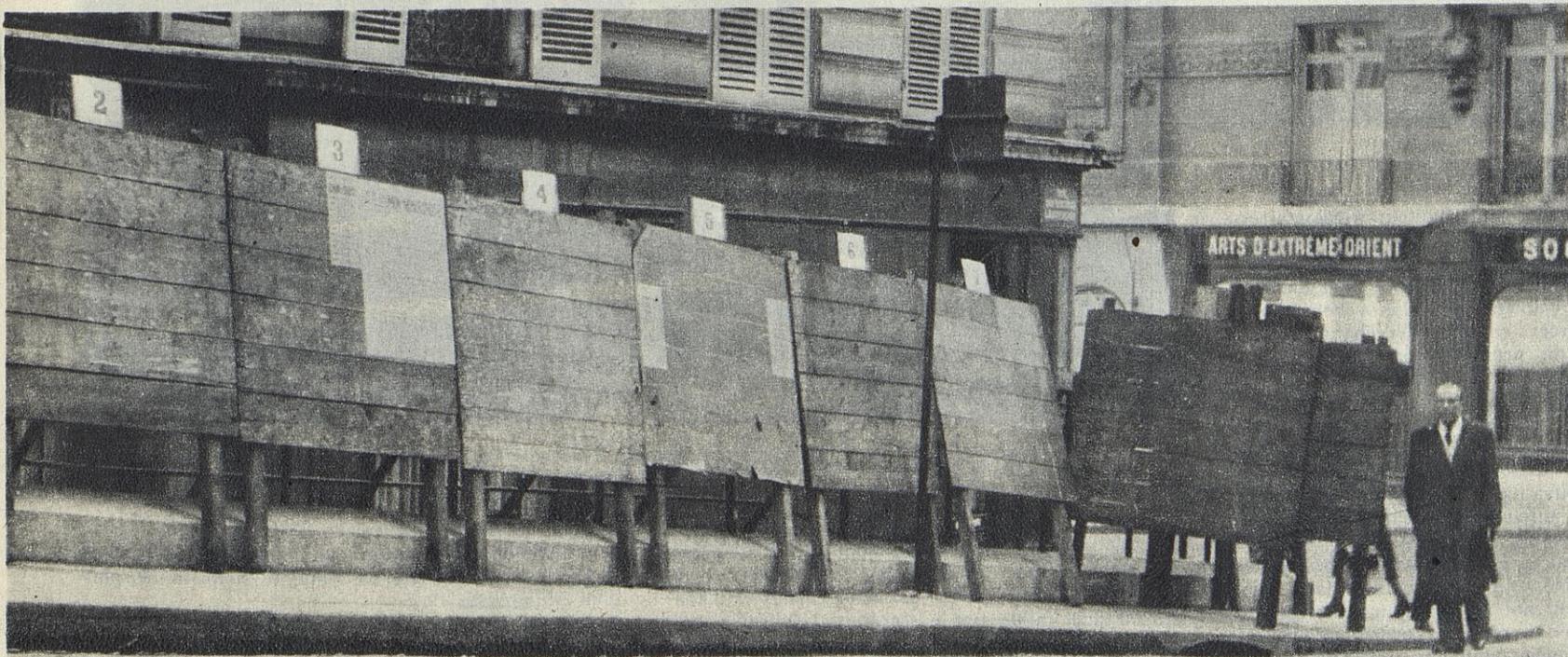
Le 21 octobre est un jour faste pour la démocratie. Pour reprendre un vieux chant révolutionnaire, nous dirons :

« Le peuple souverain s'avance... »

Jurélien PHILIPP



La réaction des « Oui-ouistes » s'est manifestée, mais bien timidement.



Glissement à droite... mais attention, virage brusque sur la gauche !

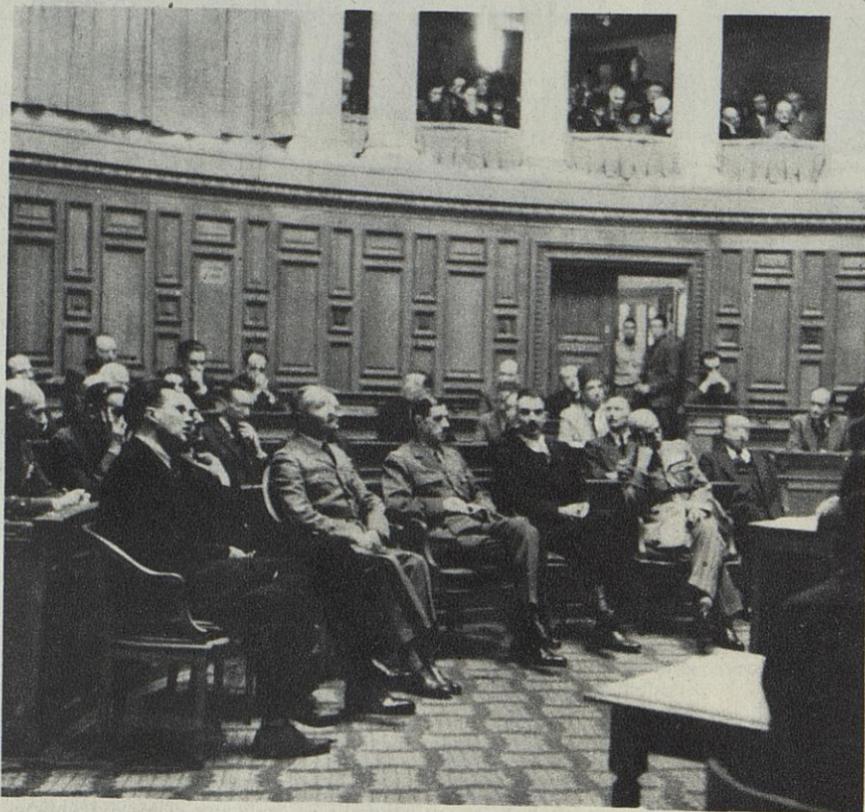
LE 3 NOVEMBRE 1943

L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE TENAIT A ALGER

SA PREMIÈRE SÉANCE

SES POUVOIRS EXPIRENT

LE 21 OCTOBRE 1945



De g. à dr. : MM. de Menthon, Massigli, le général Giraud, le général de Gaulle, André Philip, le général Catroux; derrière lui M. Pleven, à sa gauche M. Tixier.

honneurs militaires étaient rendus au président, comme à la Chambre des Députés ou au Sénat, et le premier service y fut assuré par un peloton de la division Leclerc, en short et bonnet de police bleu.

De majestueux huissiers à chaîne, dont celui du Gouvernement général de l'Algérie, contribuaient au décorum. Et, si l'Assemblée ne possédait ni palais, ni riche bibliothèque, ni rares archives, ses membres

L'ASSEMBLÉE consultative provisoire vit ses derniers jours au Palais du Luxembourg, où elle tint séance, pour la première fois, le 7 novembre 1944. Les pouvoirs expirent le 21 octobre 1945, date des élections de la nouvelle assemblée qui se réunira le 6 novembre 1945 au Palais-Bourbon.

L'Assemblée Consultative Provisoire avait été instituée par une ordonnance du 17 septembre 1943 du Comité Français de la Libération Nationale siégeant à Alger.

Sa première session s'ouvrit, le 3 novembre 1943, dans la salle des délégations algériennes, par un discours du général de Gaulle, en présence du général Giraud, alors coprésident du Comité Français de la Libération Nationale.

Un nombreux public ne devait cesser, dès lors, de suivre les séances, surtout lorsqu'était prévue la présence du général de Gaulle, attentif aux travaux de l'Assemblée et qui, très vite, sut s'adapter à des méthodes nouvelles pour lui.

Les débats furent parfois animés, mais l'autorité cordiale du président Félix Gouin, député des Bouches-du-Rhône, sut toujours les conduire, sans grave heurt, à leur terme.

Il fut cependant, certain jour, l'auteur involontaire d'une perturbation imprévue. La salle des séances avait été antérieurement pourvue d'un système de sonnerie, dite « de grand secours », dont la stridence propre à couvrir les clameurs les plus véhémentes, était destinée à renforcer, en cas de « chahut », la sonnette insuffisante du président, qui pouvait actionner le dispositif par un bouton placé sous son bureau. M. Emile Katz-Blamont, l'actif et distingué secrétaire général de l'Assemblée, confiant en la sagesse des délégués, avait, lors de leur installation, fait couper le contact. Mais, à l'occasion d'une réparation, celui-ci se trouva rétabli sans que personne en fût avisé. Et, au milieu d'une séance, peut-être en étendant la jambe, le président Félix Gouin déclencha, en toute innocence, la sonnerie « de grand secours ». Ce fut une stupeur générale dans un bruit assourdissant, dont nul ne s'expliquait l'origine. Prévue pour contribuer à rétablir l'ordre, la mécanique, comme par énoncé, avait été génératrice de trouble!

On voyait parfois dans l'hémicycle des officiers en



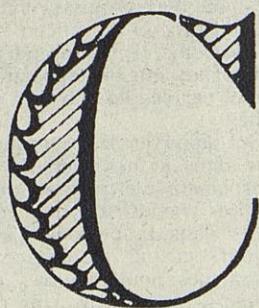
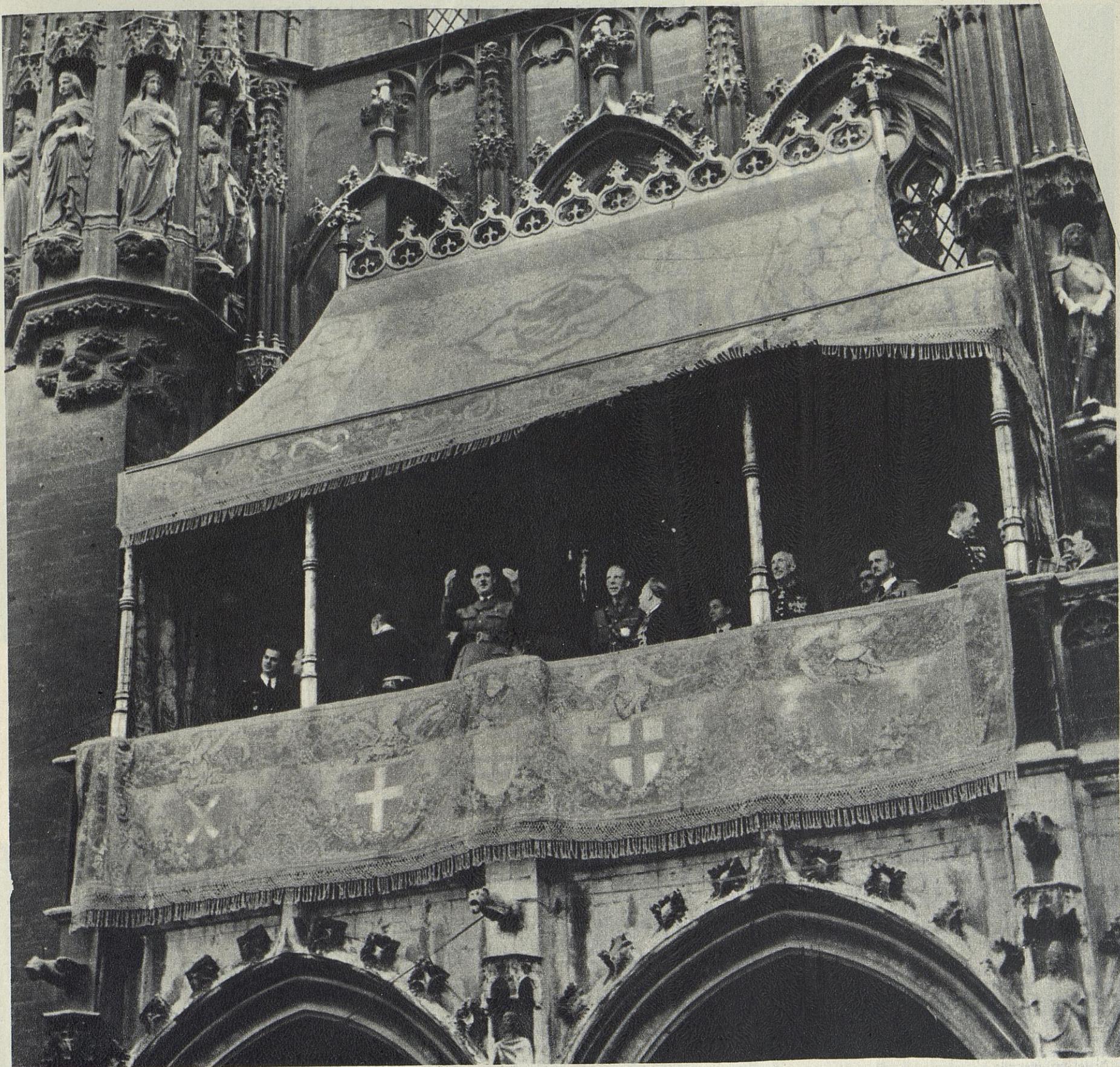
Le général de Gaulle, à la tribune, prononçant le discours d'inauguration de l'Assemblée consultative provisoire. Au premier rang de l'hémicycle on voit le général Giraud (X), ayant à sa gauche M. André Philip.

uniforme, venus pour la session, et qui rejoignaient ensuite leur unité. On y remarquait la robe blanche du R.P. Carrière, dominicain, vice-président de l'Assemblée, et, sans parler de sténographes et d'analystes du sexe faible que le secrétaire général n'avait pas craint de faire asseoir au banc des secrétaires-rédacteurs, la robe de Mme Simard, déléguée pour le Canada, des comités français à l'étranger.

Moins le roulement de tambour traditionnel, les

avaient du moins l'agrément d'y trouver un restaurant, une buvette payante, un bureau de poste dont le cachet spécial fera sans doute le bonheur de plus d'un philatéliste.

Ainsi constituée à Alger, l'Assemblée Consultative devait, élargie à deux reprises, s'épanouir à Paris dans le magnifique Palais du Luxembourg, riche en souvenirs d'histoire. On dira plus tard quelle page elle y a ajoutée.



CHARLES DE GAULLE, répondant à l'invitation du prince régent de Belgique, s'est rendu à Bruxelles où, pendant trois jours, il a recueilli l'hommage fervent, l'hommage délirant aussi de tous les Belges, pour qui il incarne un esprit commun aux deux peuples : celui de la résistance.

Ce voyage dépasse le cadre d'un simple déplacement diplomatique. C'est la concrétisation de la traditionnelle amitié franco-belge. Ni en Belgique, ni en France, on n'avait oublié certaines froideurs plus ou moins artificielles, certaines incompréhensions réciproques qui avaient cours avant et pendant la guerre. Mais l'Histoire l'a emporté. Les Belges se sont toujours sentis très près des Français. Leurs liens culturels déjà si développés, seront affermis par la visite que le ministre belge de l'Instruction publique fera à Paris. Leurs liens économiques prendront forme, après les entretiens que M. Spaak et M. Bidault eurent à Bruxelles.

Le général de Gaulle a profité de son voyage dans la nation amie pour exposer encore sa théorie du bloc occidental. La Belgique et la France doivent organiser leur avenir dans le cadre de la sécurité collective.

En ces termes le président du Gouvernement Provisoire nous exprime ce qu'il faut espérer de son séjour :

« Cette amitié exceptionnelle qui s'est manifestée de la part de nos voisins belges est un élément très important de la politique extérieure et je souhaite que cette amitié soit également partagée par les autres peuples qui nous entourent. »

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU PARTI TRAVAILLISTE SERA À L'ÉCHELLE DE L'HOMME

dit GORDON SCHAFFER

Je suis en mesure de vous donner une esquisse de la politique étrangère du gouvernement travailliste de la Grande-Bretagne. Elle n'est pas fondée sur des visions utopiques des propagandistes du parti, mais sur des suggestions pratiques auxquelles avait travaillé Ernest Bevin, le nouveau ministre des Affaires étrangères, à la veille des élections.

Ce programme sera mis en action durant les années à venir. Cela signifie que nous allons assister aux plus grands bouleversements qu'aient jamais connus les différents services des Affaires étrangères qui s'imaginent toujours qu'ils vivent à l'époque de Lord Curzon ou de Lord Palmerston. Une voix nouvelle s'élèvera dans le monde et des millions d'hommes de chaque pays apprendront qu'une nouvelle Angleterre est issue de cette guerre.

Avant même d'avoir assumé la charge de sa haute fonction, Bevin avait déjà tracé son programme d'action. C'était en 1940, lorsque toutes les forces vives de la Grande-Bretagne durent être mobilisées afin d'empêcher l'anéantissement par les armées victorieuses d'Hitler. Après avoir été nommé ministre du Travail, Bevin s'enferma dans son bureau pendant plusieurs heures et en sortit avec un programme complet portant sur l'utilisation de vingt-cinq millions d'hommes et de femmes pour les services de l'armée et la production industrielle. A l'exception de légères modifications nécessitées par des événements nouveaux, son projet fut totalement appliqué. Ce fut là un des principaux piliers de la victoire.

Bevin, ministre du Travail, remporta plein succès grâce à sa compréhension des besoins de la moyenne des hommes et des femmes. Il rejeta la principale responsabilité de l'organisation des ressources de la main-d'œuvre sur le système démocratique établi par les « Trade Unions » et les employeurs. Il rattacha la production à des facteurs humains tels que le repas de midi dans les cantines, ou le droit pour une jeune fille d'avoir une semaine de vacances quand son fiancé mobilisé venait en permission.

Sur le terrain plus étendu des Affaires étrangères, Bevin est en train de poursuivre la même politique. A ses yeux les relations diplomatiques ne concernent pas les rois et les dynasties, les frontières et les races, mais les besoins en nourriture de millions d'hommes et de femmes sous-alimentés et les réclamations des paysans pressurés de chaque pays, dans leur désir d'avoir une part de l'abondance par eux produite. Il sait comment transposer ce vaste problème à l'échelle de la vie quotidienne.

Voici un exemple :

Il parlait récemment de la nécessité d'intensifier la production agricole dans chaque partie du monde, et d'employer toutes ces ressources afin d'élever le niveau de vie mondiale.

« Si nous voulons aider la Nouvelle-Zélande, ou n'importe quel autre pays exportateur de beurre, et en même temps faciliter notre propre alimentation — disait-il — je me placerai du point de vue des millions de repas servis dans les cantines de ces pays, et si le coût de la vie diminuait, je ne réduirais pas les prix, j'ajouterais une substantielle coquille de beurre à chaque repas. »

Lord Curzon n'avait jamais pensé à résoudre les problèmes de ce monde à l'aide de coquilles de beurre, mais le fermier de la Nouvelle-Zélande, le cultivateur de blé du Canada, ou le producteur de viande en Argentine sait que tout cela représente des réalités dans le cadre des relations internationales.

Ainsi, sous le régime de Bevin aux Affaires étrangères britanniques, nous pouvons nous attendre à une véritable poussée en avant pour rendre effectives les décisions prises à Hot Springs. L'Angleterre se servira de la situation qui fait d'elle l'une des plus grandes importatrices de comestibles du monde. Elle achètera en grosse quantité aux pays producteurs, et en tant que consommateur important elle entraînera les autres nations à établir de justes prix internationaux

pour les produits de première nécessité. Les hommes qui vivent du trafic des prix et du jeu sur les marchés alimentaires auront un mauvais moment à passer, si Bevin réussit.

Là encore, la politique étrangère sera rattachée aux besoins du peuple anglais. La Grande-Bretagne achètera en tant que nation, et non en tant qu'agglomérat d'individus, comme elle l'a fait pour toute la tonte laine australienne durant la guerre. Elle achètera à ses fermiers à des prix assurant une moyenne de salaires convenable aux travailleurs agricoles, et une marge raisonnable de profits.

De cette façon, il lui sera possible de mieux payer ses propres fermiers, et en concentrant les achats, faire bénéficier les consommateurs du monde entier de prix moins élevés.

Bevin est persuadé qu'à la suite de cette politique, l'Angleterre sera capable d'user de son influence pour assurer au monde un prix minimum pour les blés. Il se souvient qu'une des causes de la grande dépression qui a suivi la dernière guerre, consistait dans le fait que les prix du blé s'effondrèrent en 1920 de 60 %.

« Une chose qu'il nous faut combattre — disait-il à la dernière conférence du Parti travailliste — c'est la politique qui sévit non seulement chez nous, mais dans le monde entier, des combinaisons internationales pour limiter la production et profiter de la pénurie pour faire monter les prix. »

Durant ces derniers mois, les hommes d'affaires, en Angleterre, ont considéré avec frayeur la politique que des hommes comme Francis Biddle et Henry Wallace ont menée contre les cartels en Amérique. Ils seront encore plus alarmés quand Bevin prendra à son tour son élan.

La politique financière sera aussi mise en application pour améliorer le standard de vie. Le gouvernement travailliste est anxieux de perfectionner le mécanisme qui assurerait la stabilité des échanges internationaux en évitant de graves inconvénients de l'ancien étalon or. Mais, là encore, la politique de Bevin consiste à aborder cette question comme faisant partie d'un problème plus vaste. Il rappela, à la conférence du Parti travailliste, que si les exportations sont vitales à la Grande-Bretagne, elles n'emploient seulement que deux millions d'individus contre quatorze millions occupés au commerce intérieur, et qu'un gouvernement travailliste doit donner l'assurance que la nécessité de la concurrence, dans le marché des exportations, ne sera pas utilisée comme excuse pour faire baisser les niveaux de vie.

« Mon expérience des vingt-cinq dernières années — a-t-il dit dans son discours à la conférence travailliste — m'a appris que si vous faites discuter dans la même pièce des mineurs, des travailleurs de l'acier ou du textile, et qu'ils parlent chacun de leur propre industrie, ils tendront à devenir beaucoup moins nationalistes. »

Le B.I.T. a déjà commencé à élaborer des standards internationaux pour différents groupes de travailleurs. La Charte internationale des marins a démontré qu'il est possible d'arriver à un accord entre travailleurs de différentes nations. Avec un puissant appui du gouvernement britannique, ces plans pourront devenir réalité.

Quelle part prendra le « Commonwealth » britannique dans l'élaboration de la politique étrangère

Pendant la période où les travaillistes étaient maintenus à l'écart du pouvoir, Gordon Schaffer, correspondant politique du Reynold's News, le seul journal du Parti travailliste paraissant le dimanche, entretenait les meilleures relations avec les hommes qui aujourd'hui composent le gouvernement de Westminster. Il les connaissait tous personnellement et beaucoup d'entre eux firent de lui leur confident. Parmi ceux-ci, et non des moindres, était le corpulent Ernest Bevin, garçon de courses qui devint ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. Dans son exposé, Schaffer nous donne une vue d'ensemble pertinente de la façon dont Bevin entend agir sur le terrain des relations internationales.

travailliste ? Je pense qu'il y aura à ce sujet une fraternité beaucoup plus grande entre les différentes parties de l'Empire. Nous ne verrons pas les intérêts financiers de la Cité de Londres tentant de faire pression sur les gouvernements progressistes de l'Empire, comme ils l'ont fait à l'égard de la Nouvelle-Zélande, lorsque les Tories étaient au pouvoir. Il y aura de beaucoup plus grandes possibilités d'accords commerciaux en vue d'échanger la production de l'Empire contre des objets de consommation fabriqués en Grande-Bretagne. Les préférences de l'Empire continueront, mais une campagne

essaiera d'entraîner les Dominions à sa suite dans une campagne pour une baisse générale des prix, et l'établissement d'une libre circulation des produits à travers le monde.

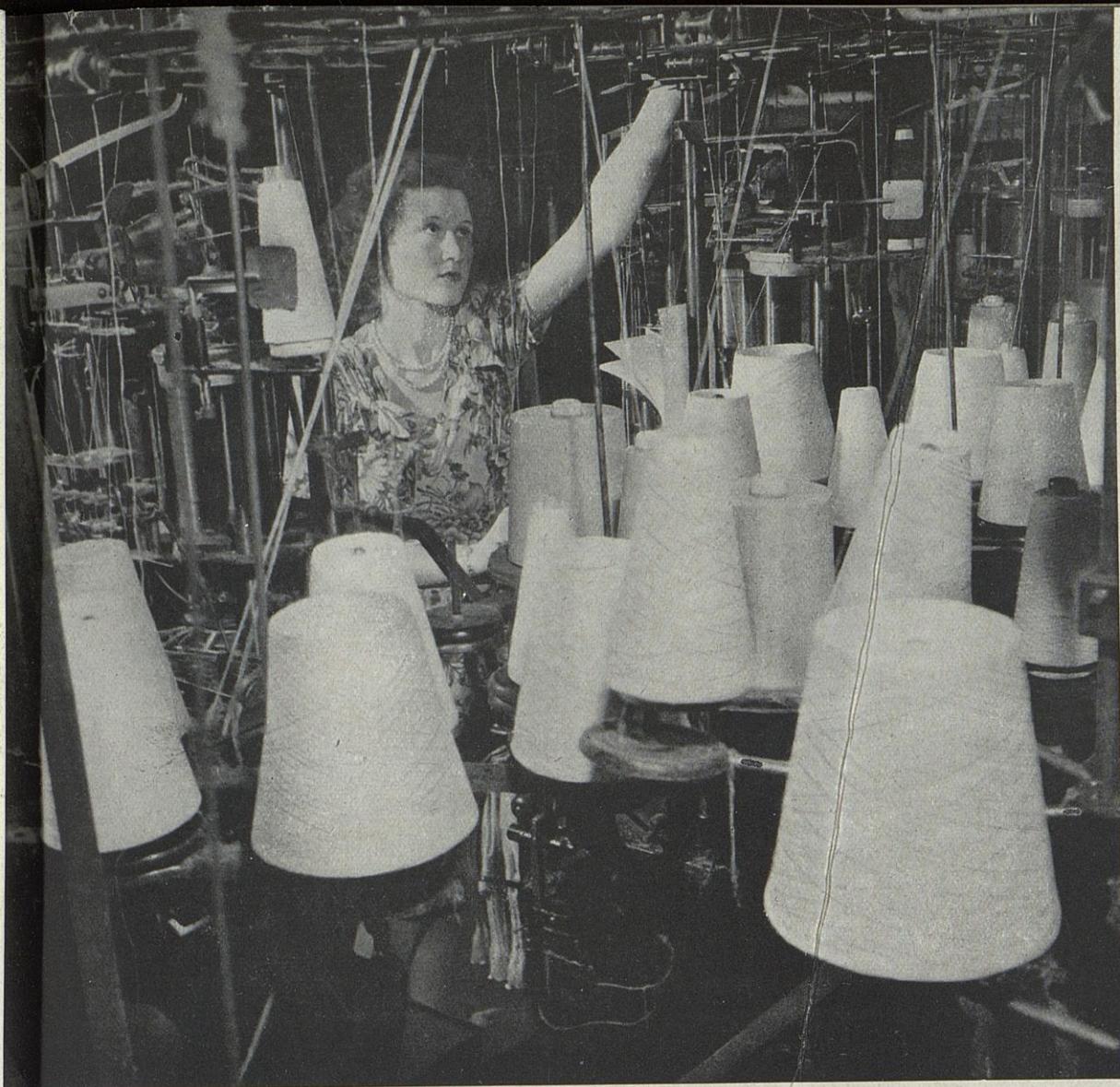
Voici la politique que Bevin et ses collègues apporteront à la table de la conférence du monde. Qu'il s'agisse des représentants de l'Amérique capitaliste, de la Russie socialiste, ou des éléments des nouvelles démocraties de gauche, issues de la lutte contre le fascisme en Europe, tous comprendront ces buts primordiaux consistant à assurer la justice envers les paysans, à maintenir un standard de vie convenable aux travailleurs de l'industrie, et à faciliter l'échange des produits fabriqués et des produits alimentaires que le genre humain peut maintenant produire en quantité presque illimitée.

L'amitié avec les Etats-Unis et l'U.R.S.S. dans laquelle le peuple anglais tout entier est engagé, s'affirmera si elle est associée à une politique réaliste de cette sorte. Je ne veux pas dire par là que sous l'égide travailliste il n'y aura pas de heurts politiques avec d'autres pays. Si l'on en vient à une dissension, Bevin peut être aussi inflexible que n'importe lequel de ses prédécesseurs aux Affaires étrangères. Je ne veux pas dire non plus que le gouvernement travailliste ne commettra pas d'erreurs en réglementant les domaines périlleux des relations internationales d'après guerre.

Mais le gouvernement travailliste poursuit une politique fondée sur des principes et non sur des expédients. Le parti travailliste sait que le fascisme porte la responsabilité d'avoir plongé le monde dans la guerre et il ne tentera pas de construire cette sorte d'univers que j'ai esquissé en collaborant avec l'Espagne de Franco, ou aucun autre pays acquis au régime fasciste. Il comprendra les aspirations des nouveaux Etats qui ont apparu en Europe. Pour citer les propres paroles de Bevin : « La gauche comprend la gauche. »

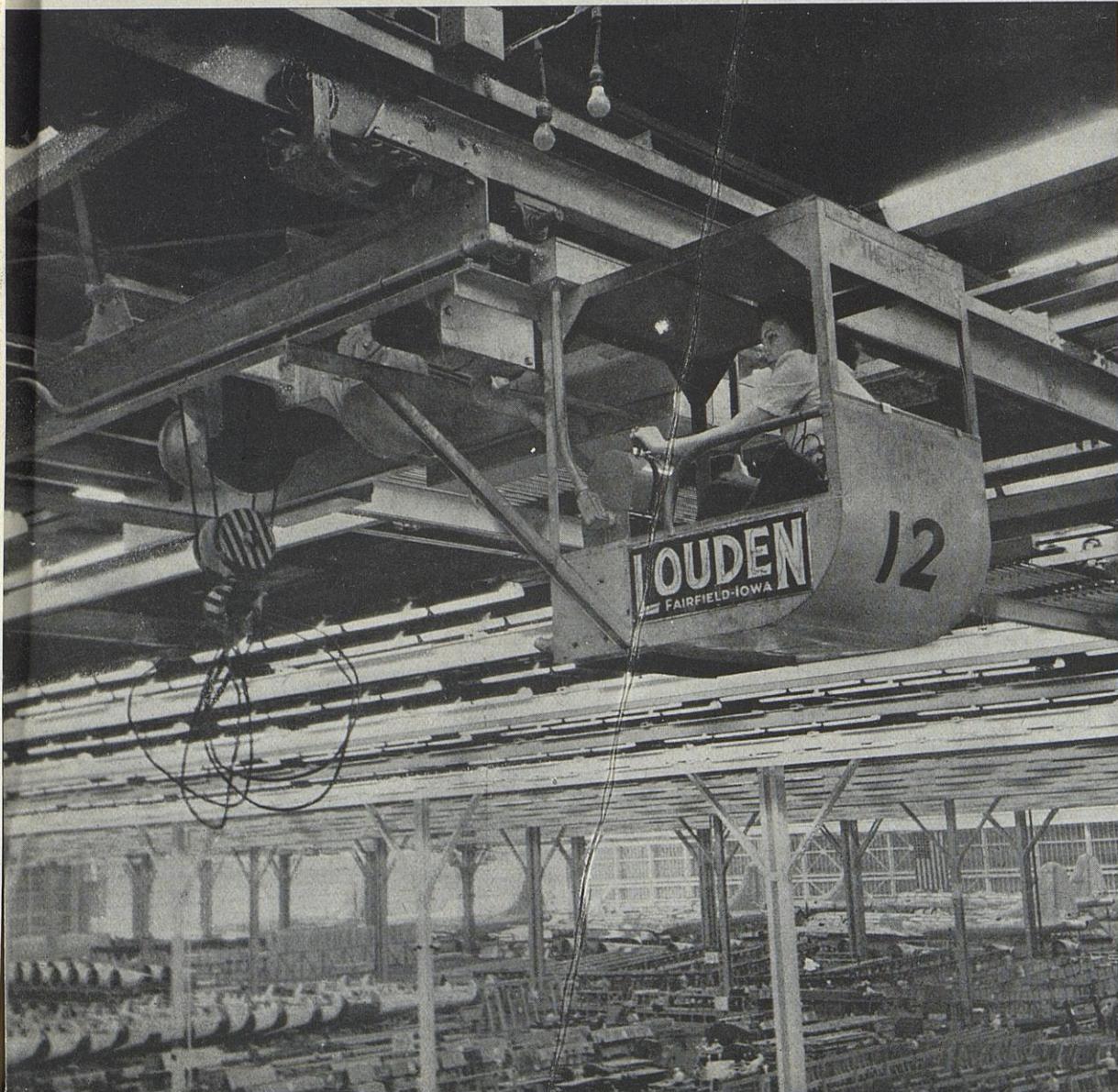
Et, pour appuyer la part que prendra la Grande-Bretagne dans le maintien de la sécurité collective, le gouvernement mettra à sa disposition la force nécessaire. Les travaillistes ne s'étaient pas opposés aux armements dans la période d'avant guerre, mais ils ont toujours craint que les conservateurs n'utilisent ces armes pour d'autres desseins que celui de faire échec à l'agresseur. Une des tâches du nouveau Parlement sera d'introduire une nouvelle loi sur le service militaire et de transformer les forces armées en une armée de défense des citoyens dans laquelle tous les hommes seront appelés à servir, mais où seront prévus un salaire suffisant, des conditions appropriées et de sérieuses facilités d'instruction.

Ainsi, l'Angleterre jouera son rôle dans la nouvelle organisation des Nations Unies et dans le Conseil social économique qui reste encore à élaborer afin, pour citer une fois de plus notre nouveau ministre des Affaires étrangères, « de ramener l'ordre et l'apaisement dans ce monde chaotique ».



DANS la vieille fabrique de bonnetterie, huit cent habitants de Marietta étaient employés. Survient la guerre. La ville se transforme. L'usine aussi. On y produit maintenant des chaussettes pour l'armée au rythme de une paire par six minutes et par ouvrière.

L'USINE de Bomber Bells (superforteresses volantes) de Marietta possède le plus grand toit du monde. Tous les jours en sortent les gigantesques appareils dont les raids sur l'Allemagne vont décider du sort de la guerre. Une véritable armée de travailleurs hommes et femmes, y est mobilisée. On voit ci-dessous une ouvrière circulant sur une benne aérienne.



*une ville
est née
de la guerre

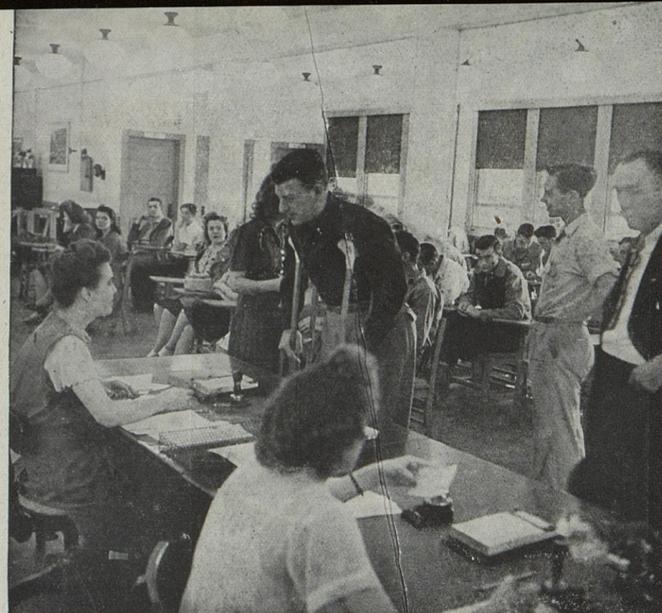
va-t-elle
mourir
de la paix?*

LE PROBLÈME DES ÉTATS-UNIS LA RECONVERSION

RAISONNABLE, tranquille, la petite ville de Marietta en Georgie (U. S. A.) avait connu jusqu'ici un bonheur sans histoire. Depuis quelques cinquante ans la culture du coton, assurait à ses habitants le meilleur de leurs ressources. Un gros village, en somme, partagé entre les travaux de la semaine et le prêche du dimanche, les potins du drug-store, les chants des travailleurs noirs, et les souvenirs de la guerre de sécession. Une petite ville du Sud, indolente, ignorée du monde et le lui rendant bien.

Décembre 1941, désastre de Pearl Harbour. L'Amérique se réveille dans la stupeur et dans la guerre. Elle va rendre coup pour coup. Qui n'a pas assisté au gigantesque effort de l'industrie américaine pour se faire l'instrument de la liberté menacée n'en soupçonnera jamais la grandeur. Aux quatre coins des Etats-Unis poussent des usines d'où vont sortir en files ininterrompues les chars et les avions de la Victoire. En quelques mois Marietta voit se dresser sur son sol paisible la fabrique de forteresses volantes, couvrant la plus grande surface *in the World*. Bientôt 63 km. de ponts-roulants, c'est-à-dire une distance égale au trajet Paris-Melun, sont construits. Les travailleurs affluent de toutes parts. La population de Marietta passe de huit mille à vingt-sept mille âmes. Les belles maisons blanches style colonial de 1840 sont réquisitionnées. Trois mille nouveaux cottages

Le bureau d'embauche de l'usine de superforteresses. Plus de mille personnes par jour y ont défilé. Les anciens combattants blessés furent acceptés très volontiers.



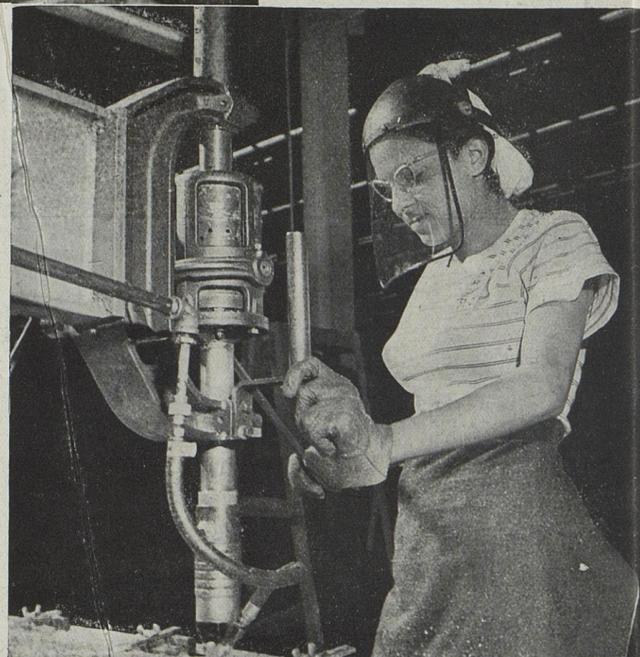
Cette demeure construite en 1840 était une élégante résidence d'été. Aujourd'hui plusieurs familles d'ouvriers y habitent.

Son mari est sergent dans l'armée de l'air américaine. Elle pose des boulons sur une pièce d'un appareil que peut-être "il" pilotera.

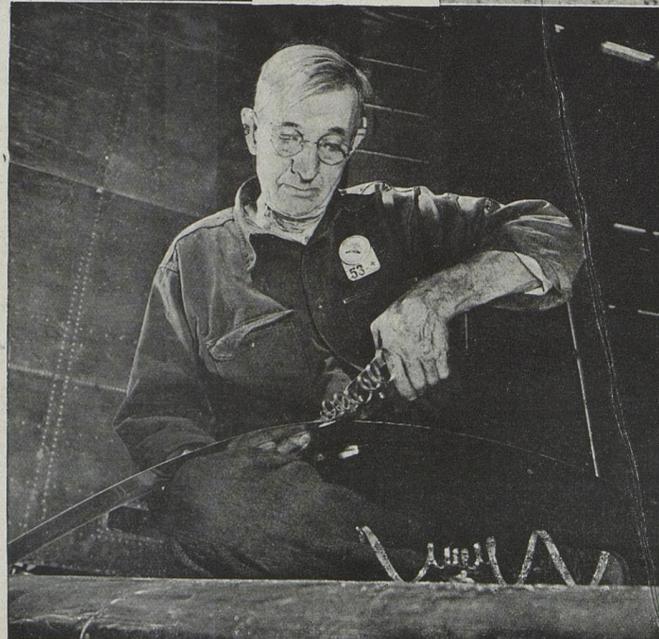


Pas assez de maisons? On ne s'embarrasse pas de si peu aux Etats-Unis. On se sert de roulottes pourvus d'un confort que bien des gens envieraient en France... et ailleurs.

Voici un exemple typique des maisons "champignons", construites durant la guerre.



Une jeune ouvrière de l'usine "BOMBER BELLS" examine des globes protecteurs qui vont être apposés sur les avions.



James PURSLEY depuis quinze mois s'est occupé très spécialement et... très mécaniquement de l'aménagement intérieur des superforteresses volantes.



Une des neuf "cafeterias" installées spécialement pour les besoins des ouvriers de l'usine "BOMBER BELLS".



Les ouvriers ne peuvent faire leurs achats en ville. Aussi des magasins ont-ils été créés dans l'usine même.



Le Service médical est pourvu d'appareils les plus modernes. Six cent personnes sont examinées chaque semaine.



Les enfants ne sont pas oubliés. Un centre moderne de récréation est chaque jour envahi par une bruyante jeunesse.



Dans une "cafeteria" que la guerre a fait pousser sur le sol de Marietta, la jeunesse ouvrière des deux sexes désireuse de se désaltérer vient pendant une pause, faire appel à la fraîcheur du Coca Cola.



Pendant que papa-maman travaillent, pour la Victoire des Nations Unies, Bébé et ses jeunes amis, s'adonnent dans leur nursery aux joies pures de l'architecture.



Ne croyez pas qu'avant la guerre Marietta ignorait les automobiles. Mais elle n'en avait jamais autant vu. Et les paisibles vieillards de Marietta n'osent plus guère s'aventurer dans des rues aussi dangereuses.

sont construits. Mais c'est encore insuffisant pour loger tous les ouvriers. Beaucoup d'entre eux devront vivre dans des camps de roulottes, d'ailleurs très confortables. Marietta se couvre de places où les klaxons d'innombrables voitures donnent des concerts disgracieux. Il y a maintenant neuf « cafeterias », grands bars rapides réputés où garçons et filles de l'Usine viennent boire le Coca-cola ou le lait glacé, et croquer le maïs grillé. La petite ville est devenue une vraie ville, qui a son hôpital, où 600 travailleurs par semaine sont examinés, son centre de rayon X, et de transfusion de sang. Des nurseries modèles sont aménagées pour les enfants des ouvriers. Un grand centre de récréation ainsi que des terrains de sports sont construits où sévit une redoutable équipe de base-ball.

Marietta est née, qui travaille et produit sans relâche pour la victoire des Nations Unies.

La victoire est venue. Marietta a bien mérité d'elle. Eisenhower est à Berlin, Mac Arthur à Tokyo. Le monde maintenant va se tourner vers des tâches plus pacifiques. Mais que vont devenir les vingt et un mille travailleurs de Marietta que l'usine de Bomber Bells faisait vivre ? La paix va-t-elle tuer les milliers de Marietta que la guerre a fait naître aux Etats-Unis ?



Que vont-ils devenir ?

PLUS LE MONDE PRODUIT D'OR MOINS L'EUROPE EN POSSÈDE

par **Sammy BÉRACHA**

L'ÉTALON-OR est déjà une relique barbare, écrivait lord Keynes en 1924. Il a pourtant conservé toute son importance économique, puisque, faute d'en avoir en quantité suffisante, l'Angleterre délègue à Washington le même lord Keynes pour en emprunter un peu. « Dogme désuet », disait le même économiste britannique, mais qui a encore ses fidèles, ses fanatiques même, ajoutons-nous aujourd'hui.

Faut-il le déplorer ? C'est une question à laquelle nous n'avons pas à répondre en cet endroit. Mais il est intéressant de livrer au public les éléments du dossier de ce métal précieux, dont il sera, n'en doutons pas, très bientôt à nouveau question.

Rendons lui d'abord hommage en reconnaissant qu'il a été le principal agent de la civilisation industrielle. Il a, selon le terme de Michelet, « spiritualisé » la richesse. C'était l'instrument d'échange idéal, car il réunissait la plus grande valeur dans le plus petit volume. C'était un agent d'épargne. Grâce à sa stabilité, ses détenteurs étaient garantis contre les vicissitudes économiques. Aristote, déjà, l'avait apprécié. Christophe Colomb en avait vanté les qualités au roi Ferdinand et à la reine Elisabeth. Il fut aimé pour lui-même. Mais seul le capitalisme avait su en tirer la quintessence, si l'on peut dire.

Il avait permis le bon fonctionnement de l'économie libérale. Et, tant que toutes les nations avaient une monnaie en or, pratiquement, le monde connaissait l'unité monétaire. Il n'y avait point de graves problèmes de change, lorsqu'il s'agissait de troquer

C'est l'inégale répartition de l'or qui est la cause des problèmes monétaires, lesquels sont à l'origine des restrictions commerciales internationales, qui, à leur tour, déterminent des tendances autarciques, des désaccords entre nations, des guerres. Si le métal jaune est tant décrié aujourd'hui par quelques nations, c'est qu'il est devenu, dans certains pays, d'autant plus rare qu'il s'est davantage accumulé dans d'autres et principalement dans l'un d'entre eux.

Est-ce que la production de l'or est devenue insuffisante pour couvrir les immenses activités du monde moderne ? De 1492, année de la découverte de l'Amérique, à 1848, le monde n'avait produit que 4.950 tonnes d'or en tout. Pendant les cinquante dernières années du XIX^e siècle, il en avait produit 10.435 tonnes. Or, en une seule année, en 1940, il en avait extrait 1.300 tonnes. La production de l'or a donc suivi la courbe des progrès économiques. Il n'est pas insuffisant, il est mal partagé. Il n'est rare que parce qu'il est de plus en plus concentré entre les mains d'un seul.

Comment se fait-il que l'or ait depuis trente ans tendance à quitter l'Europe ? A cette question, il est facile de répondre. Avant l'autre guerre, l'Europe était créancière de l'Amérique, qui était productrice d'or. De plus, les échanges entre nations étaient normaux et les balances des comptes avaient tendance à s'équilibrer. Le conflit a tout modifié. Les pays d'Europe n'étaient plus en état de compenser leurs dépenses extérieures par des recettes. Ils ont en partie épuisé leurs créances et les ont remplacées par des dettes. L'équilibre de la balance des comptes devint difficile à réaliser. On dut, çà et là, avoir recours au contrôle du commerce extérieur et des changes, c'est-à-dire à des restrictions commerciales.

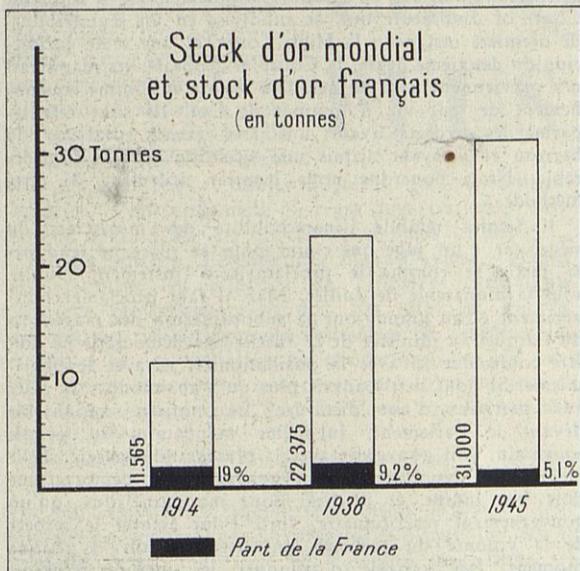
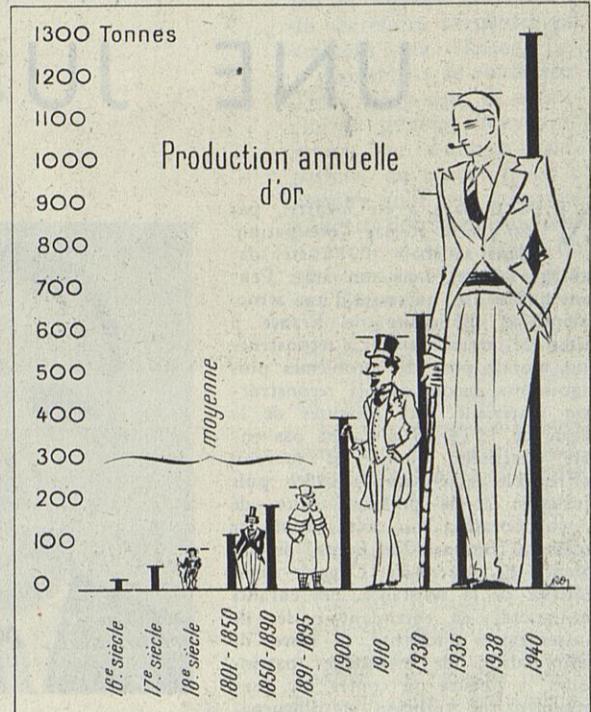
La seconde guerre mondiale a encore aggravé la situation. L'Angleterre, elle-même, qui a produit et dépensé uniquement pour la guerre, a épuisé toutes ses créances et contracté la dette la plus considérable de toute l'Histoire ; elle se trouve aujourd'hui dans l'impossibilité, sans les crédits américains, d'assurer sa reconstruction.

On n'est donc pas hostile à l'or en Europe, mais on est souvent obligé de s'en passer. Il ne semble pas, du reste, qu'il faille s'attendre à ce que les pays détruits qui la constituent soient à même de renverser la tendance qui veut que les Etats-Unis, fournisseurs et créanciers du monde entier, attirent l'or chez eux comme un aimant.

Comment ne pas se demander, dans ces conditions, si la rareté de l'or, en Europe, ne déterminera pas l'impossibilité d'un retour complet à l'étalon-or ?

Quelle est la situation particulière de la France à cet égard ? Entre les deux guerres, elle faisait exception en Europe. Alors que le stock d'or du continent diminuait, le sien n'a cessé d'augmenter jusqu'en 1932, où il atteignait 4.900 tonnes, soit 27,4 % du total mondial. Notre pays se classait immédiatement derrière les Etats-Unis, à la seconde place. Il était l'un des plus riches du monde.

Il faut dire que l'afflux d'or, entre 1929 et 1932, était dû à ce que des capitaux anglo-saxons, fuyant la dévaluation des monnaies de leur pays, sont venus



une monnaie en or contre une autre monnaie en or. Les crises modernes n'ont éclaté que le jour où les monnaies n'étaient plus toutes en métal jaune. Et elles avaient cessé d'être toutes en or ou gagées par de l'or quand les nations n'en avaient plus toutes suffisamment. Ainsi, des particularismes monétaires se sont-ils substitués à l'unité qu'avait assuré l'or.

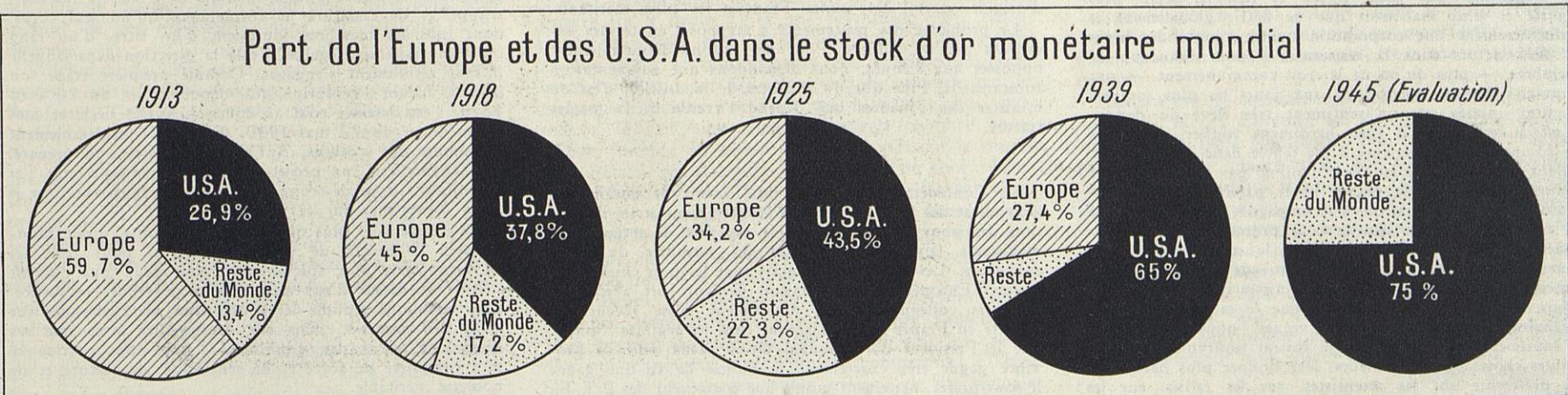
se réfugier en France. A partir de 1935, ils sont rentrés chez eux et les nôtres ont fui, à leur tour, les manipulations monétaires françaises.

A l'heure actuelle, après le récent transfert de 252 tonnes d'or au Fonds d'égalisation des Changes, en vue de financer nos importations, la Banque de France ne possède que 1.327 tonnes d'or, soit 10 % de plus qu'en 1914. Ce n'est pas mal, après les années que nous venons de traverser. Mais il convient de dire qu'entre 1914 et 1945 le stock mondial d'or s'est accru de 136% ; notre part de ce stock s'est réduite à 4,6 %.

Il nous faut donc nous montrer très économes. C'est ce qui explique les instructions données à nos missions d'achats à l'étranger de limiter leurs ambitions aux choses les plus indispensables. Tant que l'or restera le principal moyen des échanges extérieurs, il faudra le conserver jalousement et le récent transfert au Fonds d'égalisation ne se justifie que dans la mesure où il favorisera l'importation de biens d'équipement, c'est-à-dire de moyens propres à assurer à notre industrie la possibilité de produire en vue des exportations.

Pour terminer, notons que notre public recèle une quantité d'or qui est estimée à 2.000 tonnes et que nos avoirs à l'étranger pourraient, le cas échéant, également servir de moyens de paiement. Aux seuls Etats-Unis, les avoirs français sont estimés à 2,7 milliards de dollars. Et ces avoirs viennent d'être débloqués.

La situation de notre pays est donc meilleure que celle de l'ensemble de l'Europe. C'est pourquoi, sans doute, il compte des partisans nombreux de l'étalon-or.



LA JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE DOIT ÊTRE UNE JUSTICE RÉPUBLICAINE

NOTRE pays a été meurtri, par la guerre et par l'occupation, dans sa chair. Il l'a été, davantage encore, dans son âme. Pendant quatre ans, au cours d'une atroce parenthèse, l'Histoire de France a même été interrompue. La reconstruction morale pose des problèmes plus angoissants encore que la reconstruction matérielle. Les blessures de la guerre de 1914-18 n'étaient pas encore cicatrisées, quand est survenu l'effroyable cataclysme de 1939, puis l'invasion et la politique dite de « collaboration », avec tout ce qu'elle a comporté de honte, de déchéance, de pourriture. Dans le camp glorieux de la résistance, des enfants ont grandi, en entendant parler de fausses cartes d'identité, de ruses, de dissimulation, de mensonges patriotiques, à l'heure où contre un gouvernement de trahison et d'usurpation, « l'insurrection était le plus sacré des devoirs », conformément à notre plus authentique tradition révolutionnaire.

Mais voici que la libération exige la restauration des grandes disciplines civiques. La transition ne se déroule pas sans heurts et sans secousses. Il faut exalter notre jeunesse, proposer à ses vingt ans un idéal capable de l'enthousiasmer. Socialistes, nous lui lançons un message de justice sociale et de liberté. Nous ne lui demandons pas de « ressusciter des sépulchres blanchis », de revenir à la Troisième République, à son impuissance parlementaire, à ses cascades de chutes ministérielles, à son sénat conservateur, à sa timidité en matière économique, à ses routines, à ceux de ses vieux partis qui n'ont pas eu le courage de s'épurer eux-mêmes et de se renover. La Quatrième République à la construction de laquelle elle devra travailler joyeusement, sera vigoureuse et plus fraternelle.

Et, d'abord, sa justice sera républicaine. Voilà une réforme de structure qui s'impose. Lorsque nous dressons le bilan de Vichy, il nous faut inscrire, au passif, cette terrible constatation : on n'a plus le respect de la justice. Qu'on y prenne bien garde ! Cela signifie tout simplement que les fondements mêmes de notre civilisation sont gravement menacés. Au cours de deux grands débats à l'Assemblée consultative, je me suis efforcé de lancer un cri d'alarme et d'exposer les principes qui devraient, selon moi, présider à la réorganisation de tout notre appareil judiciaire.

Des questions de personnes se posent. Je ne suis pas un maniaque de l'épuration et je voudrais même que l'on pût mettre un point final à cette triste liquidation de l'héritage de Vichy. Mais on ne respecte que ce qui est respectable. Et le moindre des crimes du soi-disant « Etat Français » qui n'osait même pas dire son nom, ce n'est certes pas d'avoir frappé d'un légitime discrédit un certain nombre de magistrats. Pas tous, certes, et rien ne serait plus injuste et plus maladroit que de flétrir globalement et indistinctement une corporation qui a compté des héros et des martyrs dans la résistance et dont beaucoup de membres — plus qu'on ne le croit communément — ont témoigné de leur patriotisme aux jours les plus sombres, et sont animés par un sentiment très élevé du devoir. C'est à ceux-là qu'il faut hardiment confier les leviers de commande : l'expérience a été tentée dans quelques cas. Elle a pleinement réussi. Pourquoi ne pas la généraliser ? J'aurais voulu que la grande fièvre patriotique et démocratique de la libération s'accompagnât de l'avènement de ce qu'on pourrait appeler la « promotion de la résistance ». Qu'on m'entende bien : Je suis aussi et plus persuadé que quiconque que l'héroïsme ne confère pas automatiquement les capacités administratives et la culture. Mais le caractère est plus rare que le talent ; les heures dramatiques que nous avons vécues, nous ont permis d'apprécier les hommes qui en étaient pourvus. Il fallait, toutes choses égales d'ailleurs, leur donner plus hardiment la préférence sur les attentistes, sur les ralliés, sur les gaullistes de septembre 1944, sur les habiles, en sortant



M. Edouard Depreux est maire de Sceaux, délégué à l'Assemblée Consultative, membre du Comité directeur du Parti socialiste. Lors du débat qui s'ins-titua au Palais du Luxembourg, à propos du problème judiciaire en France, M. Depreux fit une intervention remarquable qui souleva et des approbations et des protestations véhémentes. L'article qu'il a bien voulu écrire pour nos lecteurs s'insère dans notre enquête sur « la République de demain ».

et en sciences, permettraient aux jeunes gens de famille modeste de poursuivre ces longues études et le stage serait décerné rétribué.

— Il faut, en effet, permettre aux jeunes gens appartenant à toutes les classes de la société d'accéder à la magistrature — la justice républicaine ne doit pas être une justice de classe — J'ai cité à la tribune de l'Assemblée consultative, l'étonnante et cynique profession de foi de M. Thiers, bourgeois, bourgeois et militant, lorsque le 20 décembre 1831, il rapportait « le projet de loi des dépenses pour l'année 1832 » — Après avoir constaté que, par suite de la modicité des émoluments, seuls « les jeunes gens pourvus d'une certaine portion de patrimoine » peuvent trouver la possibilité de subsister, en étant magistrats, il ajoutait : « Et il ne faut pas le regretter, car il est bon que la magistrature ait une certaine indépendance — on ne peut pas donner à la propriété de meilleurs juges que la propriété elle-même — Nous sommes donc loin de regretter cet état de choses ».

— Voilà au moins qu'est net — M. Thiers devait dire, quelques quarante années plus tard : « La République sera conservatrice ou ne sera pas. » — Nous pensons aujourd'hui et l'immense majorité du pays avec nous qu'elle sera sociale ou ne sera pas.

Aussi cherchons-nous, non point de donner à la propriété les meilleurs juges possibles, mais à la nation tout entière d'excellents magistrats recrutés, sans distinction d'origine, parmi les jeunes Français les plus méritants.

Le problème des traitements a été posé, en termes excellents par M. Thiers. Pour des raisons diamétralement opposées aux siennes, nous demandons une augmentation substantielle. Plus que du ministre de la Justice, c'est du ministre des Finances que dépend l'avenir de la magistrature.

**

La Confédération Générale du Travail, et notamment le syndicat des fonctionnaires, a fréquemment attiré l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de reclasser les magistrats, ainsi d'ailleurs que les membres du corps enseignant. Les magistrats français sont les plus chichement payés d'Europe. La comparaison de leur sort avec celui de leurs collègues anglais notamment laisse rêveur. Ils ont été en France des parias sous tous les régimes. Songez que le Président du Tribunal d'une petite ville de province gagne très exactement la moitié de ce que gagne le sous-préfet, nettement moins que le receveur des P.T.T., le capitaine de gendarmerie, le percepteur ou le principal

du collège, qu'un juge d'instruction touche un traitement égal aux deux tiers de celui du commissaire de police.

Comment, dans ces conditions, attirer les jeunes gens de valeur ? A chaque concours, le nombre des postulants diminue d'une manière inquiétante. Le budget de la Justice ne constitue qu'une infime partie du budget de l'Etat : lorsqu'on l'aura doté de crédits suffisants pour doubler les traitements des magistrats (en même temps que pour sauver l'enfance dite délinquante qui est en fait l'enfance malheureuse et mieux organiser le service des naturalisations) la répercussion en sera insignifiante pour l'ensemble de la situation financière. Puisse la rue de Rivoli entendre le cri d'alarme lancé par tous ceux qu'émeut à bon droit la grande pitié de la magistrature de France.

Une partie de l'élite de la jeunesse se dirigera alors vers la carrière judiciaire. Il sera également possible d'infuser périodiquement à la magistrature un sang nouveau par l'apport régulier d'avocats et d'officiers ministériels qui pourront mettre leur grande expérience du barreau et des affaires, au service des cours d'appel, des tribunaux et des parquets. Depuis Dupin jusqu'à Boissarie, en passant par Sénart et par Chaix d'Est Ange, tous les régimes ont pratiqué, de temps en temps, ce recrutement latéral qui a donné, dans la plupart des cas, entière satisfaction. Pourquoi cette manière de faire ne tendrait-elle pas à devenir, non plus l'exception, mais la règle ? En Angleterre, l'organisation judiciaire se compose uniquement de la Suprême Court of Judicature qui, se subdivise en un seul tribunal de première instance : la High Court, et une seule juridiction du deuxième degré, la Court of Appeal : les magistrats n'y parviennent qu'à un âge déjà avancé et comme couronnement de leur vie d'hommes de Loi. Ils sont recrutés parmi les avocats ayant une très grande pratique du barreau et ayant acquis une situation morale considérable. Nous pourrions nous inspirer utilement de cette méthode.

Il faudra rétablir l'inamovibilité des magistrats du siège, car « un juge qui craint pour sa place ne rend pas la justice », comme le proclamait si justement Dupin, sous la monarchie de Juillet. Mais il faut proclamer honnêtement et au grand jour la subordination des magistrats du Parquet au ministre de la Justice. La démocratie ne doit être confondue ni avec la pusillanimité, ni avec le pharisaïsme. Si non, il n'y aurait plus qu'à abandonner la place aux partisans d'une dictature. Le ministre responsable devant le Parlement, lui-même mandataire du peuple souverain, doit gouverner avec la plus grande énergie. Telle est la règle républicaine. Un gouvernement démocratique doit être autant, et je dirai pour ma part, plus, qu'un gouvernement réactionnaire, fort. Pour assurer le respect de la volonté du suffrage universel, il doit, à chaque moment, être capable d'ordonner les mesures efficaces qui s'imposent. Il faut qu'il tienne solidement en mains ses procureurs généraux et ses procureurs de la République.

Quant à l'avancement, il faudra s'acheminer vers sa suppression progressive. La formule de Dupin est susceptible d'extension : Rend-il bien la justice, le magistrat qui craint de sacrifier son avancement ? Trop souvent, l'annuaire de la magistrature constitue le livre de chevet, anxieusement et fébrilement consulté, de nos juges et de nos conseillers. Dès 1877, Jules Favre, imaginait un système dans lequel « les magistrats de Première instance, d'appel et de cassation ne formeraient qu'un seul corps, dont tous les membres jouiraient d'un titre, d'un rang ou d'un traitement égal ». Voilà la direction dans laquelle il faut résolument s'engager. Comme première étape, on pourra, hâtant l'évolution qui, depuis la loi du 20 avril 1810, s'est dessinée tout au cours du XIX^e siècle et jusqu'au décret du 22 mai 1930, diminuer considérablement le nombre des échelons. A l'heure où j'écris, on prépare, à la chancellerie, un projet de réforme judiciaire que j'ai de bonnes raisons de croire assez conforme aux vues que je viens d'exprimer sur ce point.

La démocratie, plus que tout autre régime, disait Montesquieu, a besoin de vertu. C'est vrai pour tous les citoyens, mais plus spécialement pour ceux qui doivent s'élever au-dessus d'eux-mêmes, afin de rendre la justice. La République répudie les conceptions nietzschéennes sur les « surhommes », mais elle doit veiller à ce que ses magistrats soient des « hommes », avec tout ce que ce mot comporte de force et de sensibilité, de culture et de noblesse véritable.

Edouard DEPREUX.

L'INSTITUT de France fête, le 25 octobre, le cent cinquantième de son existence ; de là à dire que l'Académie française a cent cinquante ans, il n'y a qu'un pas. Celui qui le franchirait serait dans son tort, puisque la « vieille dame » du bout du pont des Arts est à la fois beaucoup plus âgée et plus jeune. Dans sa forme actuelle, l'Académie française n'a que 129 ans, puisque c'est en vertu d'une ordonnance royale de mars 1816 que l'Institut de France, fondé en 1795 et comprenant trois « classes », revint à la répartition en quatre académies. Créée par Richelieu, en 1635, l'Académie française reprit donc sa forme primitive en 1816, faisant partie de l'Institut aux côtés des Académies des inscriptions et belles lettres, des sciences, des beaux-arts. En 1832, une cinquième sœur vint s'ajouter aux autres, l'Académie des sciences morales et politiques. Mais, de toute évidence, c'est le compartiment littéraire de l'Institut qui joue la vedette ; c'est à l'Académie française que le public s'intéresse avant tout, ce sont les « habits verts » qui passionnent l'opinion. Pourtant, celle-ci n'est pas toujours renseignée à fond sur ce qui se passe quai Conti.

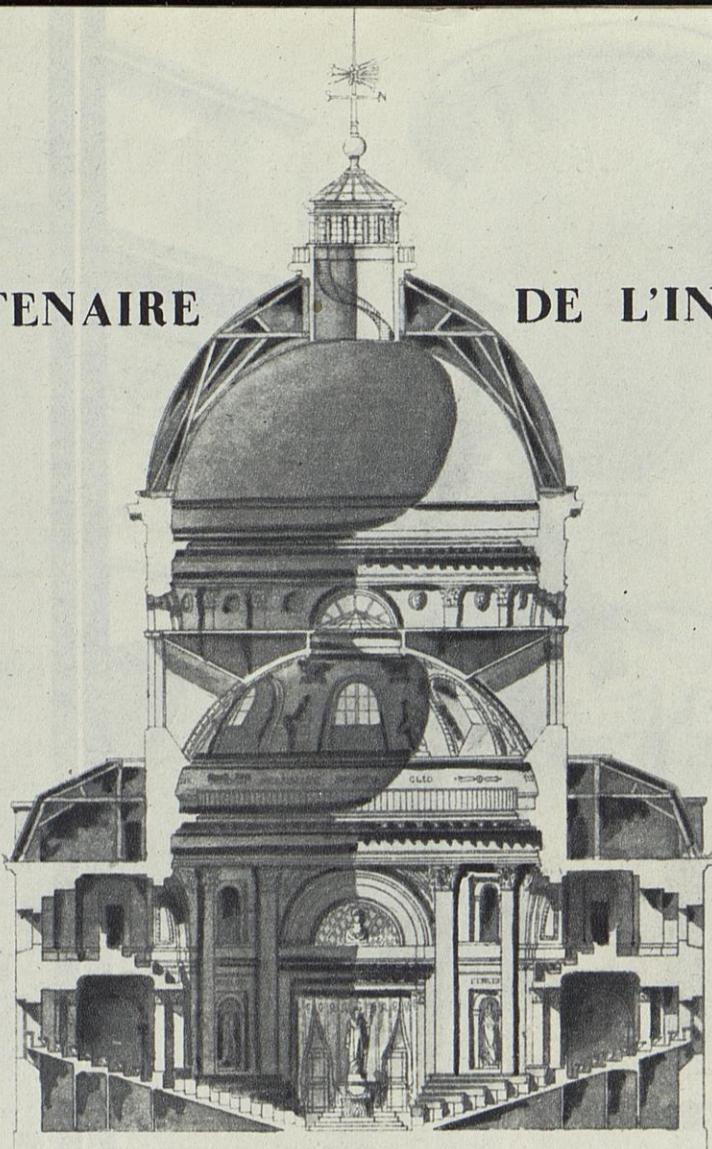
Jamais encore l'Académie n'avait vécu pareille crise, jamais les effectifs de l'illustre compagnie n'avaient été aussi restreints. En effet, la guerre, l'occupation, les infortunes politiques de certains, les trahisons et les velléités collaborationnistes de certains autres ont amené une crise grave qui ne pourra être éliminée que par des élections rapides et dix fois répétées.

Les membres de l'Académie française se divisent à l'heure actuelle en trois groupes. Ceux qui assistent plus ou moins régulièrement aux séances ; leur nombre ne dépasse pas la vingtaine. Ceux qui ont le droit de venir, mais qui ne viennent pas. Enfin, le dernier groupe est constitué par ceux qui ne peuvent pas venir parce qu'ils sont dans l'impossibilité strictement matérielle de se rendre sous la Coupole. La liste officielle des membres comprend vingt-sept noms, ce sont les académiciens vivants et en état de grâce. N'oublions pas les morts-vivants : le maréchal Pétain, Charles Maurras et Abel Bonnard.

Au secrétariat du quai Conti, au milieu de dossiers poussiéreux et entre deux coups de téléphone, un aimable planton corse veut bien faire avec moi le tour de ces messieurs. Dans un catalogue, bien entendu.

Voici donc la liste exacte des académiciens actuellement en état moral d'exercer leur mission : Henry Bordeaux, Georges Lecomte, Abel Hermant, Emile Male, Louis Madelin, André Chaumeix, Pierre Benoit, François Mauriac, le général Weygand, le duc de Broglie, Léon Bérard, Claude Farrère, Georges Duhamel, secrétaire perpétuel ; Edmond Jaloux, le prince de Broglie, Joseph de Pesquidoux, l'amiral Lacaze, Mgr Grente, Jacques de Lacretelle, André Maurois, Jérôme Tharaud, Edouard Le Roy, Emile Henriot, Pasteur Valléry-Radot, André Chevillon, André Siegfried et le duc de la Force.

Etat moral de siéger, avons-nous dit, car si l'Académie a pardonné à Abel Hermant les petits ennuis que l'auteur des *Transatlantiques* a eu à cause de ses flirts trans-rhénans, si elle n'a pas tenu rigueur à



LES QUARANTE NE SONT PLUS QUE VINGT-SEPT

mais une vingtaine seulement fréquentent encore le quai Conti.

Henry Bordeaux de figurer sur la liste noire publiée par le Comité National des Ecrivains, si elle a enfin accueilli sans arrière-pensée Pierre Benoit, son benjamin, qui sortait de prison, elle ne peut quand même pas obtenir de permissions spéciales pour le général Weygand. De même, le planton vous dira qu'il y a longtemps que « M. Bérard n'est plus venu » et que « M. Maurois ne s'est plus montré depuis cinq ans ». Toutefois, on attend son retour à Paris depuis plusieurs mois, mais on enregistre surtout des faux bruits et André Maurois n'a pas encore rejoint Geneviève Tabouis.

Une anecdote colportée dans les milieux théâtraux veut que Max Maurey ait dit un jour qu'il faudrait une guerre et une révolution pour que Camille Choisy reprenne la direction du Grand-Guignol. En 1941, Choisy retournait rue Chaptal. Il y avait eu une guerre (la « drôle ») et une révolution (dite nationale). Il semble bien qu'il faudra une autre guerre et une autre révolution pour que l'Académie française fasse occuper les sièges laissés vacants par les trois académiciens morts-vivants. L'usage exige, comme on le sait, que chaque nouveau membre fasse l'éloge funèbre de son prédécesseur. Or, ni le maréchal Pétain, ni Maurras, ni Bonnard ne sont réellement morts. De plus, on se demande si des écrivains auraient le courage de prononcer l'éloge d'une de ces personnalités. Il faut croire que non, puisque pas une seule candidature n'a été posée jusqu'ici pour les fauteuils de ces « radiés ».

D'ailleurs, le problème de ces trois sièges est d'importance secondaire, il y a dix autres fauteuils à faire occuper auparavant. Ce ne sont pas les candidats qui manquent, mais l'illustre compagnie ne semble pas se préoccuper outre mesure de la pénurie

d'habits verts. Et ce n'est pas le voyage au Canada du secrétaire perpétuel qui activera les choses. Les « quarante » se contentent d'être vingt-sept. Si on exclut le général Weygand, retenu par d'autres occupations, on a tout juste le nombre qu'il faut pour que chacun des académiciens s'attache à une lettre du dictionnaire. Quant à André Maurois, on aura toujours le temps de lui confier la lettre « Z ». Pour l'instant, on en est encore au verbe assembler.

Les dix sièges à attribuer sont ceux de Henri Lavedan, Louis Bertrand, André Bellessort, Louis Gillet, Paul Hazard, Maurice Paléologue, Maurice Donnay, Paul Valéry, du maréchal Franchet d'Esperey et du cardinal Baudrillart. Des candidatures ont déjà été posées, les visites traditionnelles ont commencé et se poursuivent.

C'est le fauteuil de Louis Bertrand qui est le plus convoité, six candidatures ont été enregistrées. Ce sont celles de Nonce Casanova, Jean Tharaud, François Charles-Roux, René Peter, Gabriel Faure et Maurice Bedel. Qui sera

élu ? Le « nonce » ou l'ambassadeur ? A moins que ce ne soit Jean Tharaud, ce qui permettrait peut-être de voir un frère recevoir l'autre, comme cela s'est produit récemment pour les frères de Broglie.

La concurrence n'est pas beaucoup moins grande pour les fauteuils de Louis Gillet et d'André Bellessort. Pour le premier s'affrontent Fernand Gregh, Wladimir d'Ormesson, Pierre Borel, Jacques Richepin et Maurice Genevoix. Tous les espoirs sont permis à Fernand Gregh en raison de l'ancienneté de sa candidature — ses amis le considèrent déjà comme élu — mais il aura à compter avec Maurice Genevoix qui a plusieurs atouts en mains.

Jacques Charpentier, J. Lucas Dubreton, Fernand Payen, A. Deuzat et Gustave Cohen ont pris le départ pour la course au fauteuil d'André Bellessort.

Un général (Paul Azan), un marquis (de Chantérac), plus Robert d'Harcourt et Francis Ardant sont en compétition pour occuper le siège du maréchal Franchet d'Esperey, tandis qu'Octave Aubry, Louis Artus et Marius Leblond voudraient bien prendre la succession du cardinal Baudrillart.

Deux candidats seulement au fauteuil de Maurice Paléologue : le comte de Chambrun et René Pinon, mais il y a trois postulants pour celui de Paul Hazard : Maurice Garçon, René Grousset et Jacques Bardoux. Le grand poète Paul Valéry était à peine enterré qu'un candidat à son fauteuil se manifestait déjà : Henri Mondor. Jusqu'à présent, c'est une candidature unique.

Restent encore les fauteuils des deux auteurs dramatiques, Henri Lavedan et Maurice Donnay. Chacun d'eux a trois postulants. Pour Lavedan, c'est le baron Seillière qui entre en lice avec Saint-Georges de Bouhélier et Paul Raynal. Le fauteuil de Maurice Donnay est brigué par Jean Schlumberger, Edmond Sée qui fut si longtemps le maître de la censure, et par Marcel Pagnol. L'autre jour, le père de Marius rendait visite à Mgr Grente. Sa voix lui est, paraît-il, assurée, ainsi que celles de cinq autres académiciens influents. Mais Pagnol aura contre lui tous ceux qui se sentiraient amoindris si le théâtre et le cinéma faisaient son entrée sous la Coupole.

Charles FORD.

ROBES DE PARIS LUMIÈRE DE PARIS



Manteau de lainage marron avec larges effets de plis sur les épaules.
(CH. MONTAIGNE.)

POURQUOI ne commandez-vous pas des robes à Londres, des parfums à Chicago, des chapeaux à Milan ?

Parce que Paris est ce miracle permanent émergeant des années inhumaines et qui tend à chacun ses sortilèges. Parce que son charme est fait d'une lumière translucide, parce qu'une femme est ici plus élégante, un parfum plus nuancé.

Parce que tout ce qui, en matière d'art de lettres, de beauté, vit de

l'esprit ne peut être « bon bec » que s'il est de Paris.

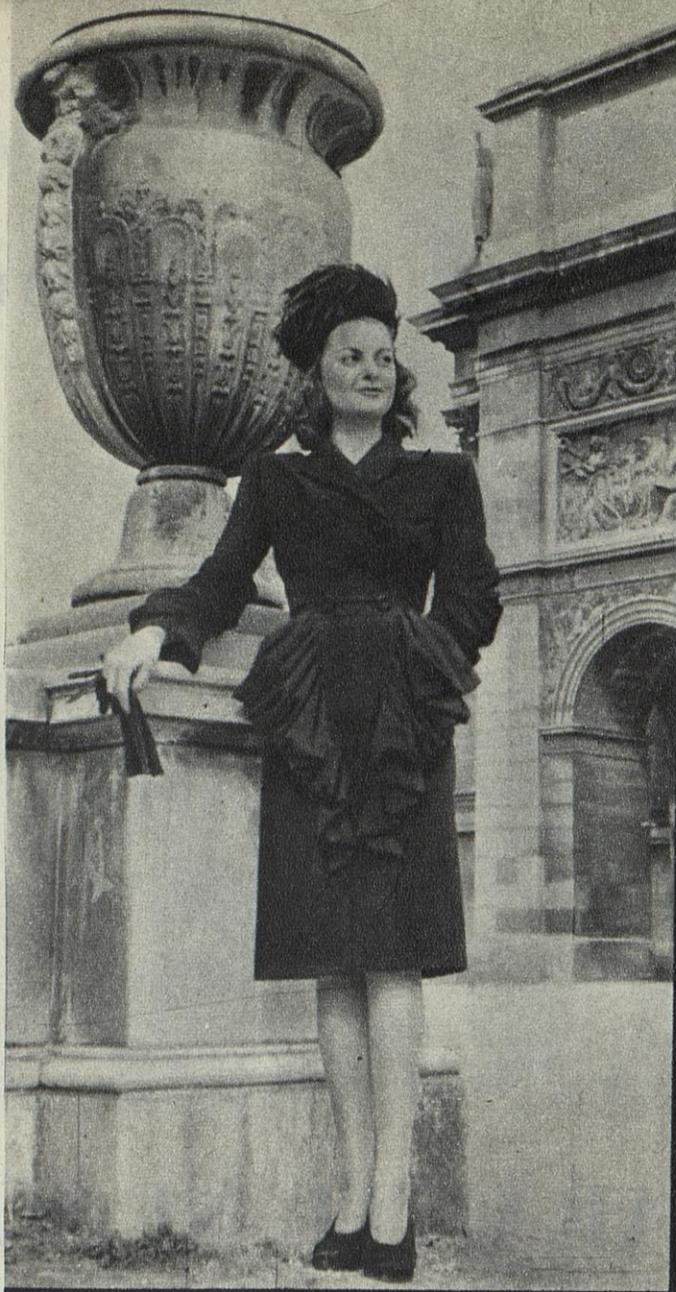
Parce que s'il faut du soleil pour mûrir le beaujolais, un climat humide et tempéré à la douceur de nos pommiers normands, une terre grasse à nos primeurs, il faut à tout ce qui naît du mariage de l'esprit et des doigts la lumière de Paris.

Lumière faite de quelques tons très fins que vous ne trouverez pas dans la brutalité bigarrée de l'arc-en-ciel. Lumière de Paris, gamme de gris, de mauves, de verts très tendres ou très sourds, des ciels pâles et légers, entourant sa cathédrale jaillie intacte de la catastrophe, son fleuve las et plus vert aux endroits où il est plus las, ses devantures étonnantes où l'on voit comme Paris sait tout faire avec rien, ses femmes plus jolies, leur élégance d'une qualité plus rare.

Et cette lumière qui est un présent des dieux possède le pouvoir étrange de se matérialiser entre les mains de ses prêtres, les créateurs.

Chacun d'eux en possède une parcelle et chacun l'a tout entière. Il peut en jouer, il en rejoue à l'infini.

Lumière de Paris qui se matérialise dans une robe de Jean Patou, un parfum de Caron, un dessin de Touchagues, un livre de Colette, Lumière de Paris éclairant ce rythme rapide des étoiles qui se lèvent et disparaissent à une cadence qu'aucun astrologue ne peut codifier. Lumière de Paris qui fait qu'en vingt-quatre heures Paris découvre, adule, embrase et oublie. Lumière de



Robe de lainage noir. Le plissé de devant forme deux poches
(JEAN PATOU.)



Robe du soir en crêpe blanc brodé de paillettes d'or.
Corsage très décolleté dans le dos. (JEAN PATOU.)

Ensemble violet garni de lynx de chez Heim.



Manteau d'astrakan, également de Heim.





Manteau beige avec pli sur l'épaule, manches non montées. (BRUYÈRE.)

Paris qui fait les Parisiens pressés et les femmes inoccupées qui n'ont jamais une minute.

N'essayez pas d'échapper à cet envoûtement car vous absorberez vous aussi cette lumière douce qui vous donnera le pouvoir de créer ou bien de goûter et d'apprécier.

Et si vous abandonnez Paris vous le retrouverez comme vous retrouveriez une femme très chérie, toujours jeune, un peu capricieuse parfois, mais pour laquelle vous serez encore prêt à mille folies.

Et ceux qui voulurent échapper à son étreinte, ceux qui voulurent, ailleurs et sous d'autres cieux, emporter, importer — grands prêtres infidèles — tout ce que Paris leur donnait à foison, regarder bientôt avec tristesse leurs mains vides.

On n'emporte pas de la lumière dans ses doigts.

CLAUDE-SALVY.



Missouri : robe écossaise très ample. Boutons d'or sur le devant. (BRUYÈRE.)



Robe d'après-midi en satin et velours pékiné avec nervures à la taille. (CH. MONTAIGNE.)



Robe d'intérieur en imprimé, bouton-née de haut en bas. (JEAN PATOU.)



Tailleur en tweed avec boutons de cuir vert; les poches sont montées avec abeilles. (MADELEINE DE RAUCH.)

LA MODE 1945-1946

La femme élégante porte, cet hiver, des manteaux aux épaules larges, amples et confortables, comme un fauteuil de club; d'autres, de lignes plus ajustées et fermant devant, bord à bord. Elle porte encore des tailleurs et des canadiennes en velours côtelé ou en lainage rayé et à petits carreaux. Les basques des vestes sont souvent décollées. Les poches sont pratiques et le bon ton permet, aujourd'hui, de les utiliser largement. Les robes sont ornées de basques ou de plis, les poi-

trines encorbeillées dans des nids de fronces. L'après-midi aime les satins et les velours pékinés et les robes qui seraient en trois tons, comme serait une chanson sur trois notes.

Les robes d'intimité sont délicieusement chaudes: peut-être serviront-elles encore de radiateur, cet hiver. Les robes du soir, somptueuses, volantes ou pailletées, nous rappellent que les femmes ont enfin retrouvé le droit d'être belles et d'avoir l'air insouciant.

à l'écoute du **M**onde

L'IMBROGLIO ESPAGNOL.

L'opposition démocratique au régime franquiste, jusqu'alors exercée du dehors, commence à se découvrir sur le sol de l'Espagne. Le 4 octobre au soir, vers 8 heures 15, en plein Madrid, le centre phalangiste de Buenavista a été attaqué, et des milliers de tracts lancés, d'une fenêtre de l'hôtel Grand Via, sur l'avenue José-Antonio, où la foule, à cette heure, était dense. *Muerta Franco y la Falange ! Viva l'U.G.T. !* — Mort à Franco et à la Phalange ! Vive l'Union générale des Travailleurs ! (syndicat ouvrier socialiste) — contenaient ces tracts sur lesquels les passants se précipitèrent. Mais la police franquiste a l'œil ouvert : elle fit immédiatement place nette.

L'incident n'eût été, en somme, qu'un fait divers s'il n'avait marqué, d'une part, un timide essai révolutionnaire, souligné, d'autre part, l'épouvante des personnes présentes. Nous tenons d'un témoin oculaire que, sur une vingtaine d'entre elles questionnées par lui-même, toutes soutinrent contre l'évidence n'avoir rien vu ni ramassé le moindre papier. « Si l'un d'entre nous avait lu ce dont vous parlez, tint à ajouter l'une d'entre elles, il l'aurait, comme tout bon Espagnol, déchiré », et personne ne l'a contredite.

La crainte de la police, la terreur de la délation, le souci de ne pas se compromettre et l'amour de sa tranquillité sont plus forts, chez l'Espagnol moyen, que les penchants insurrectionnels. Cette espèce d'atrophie du sens actif, jointe à la désaccoutumance de parler et d'œuvrer librement, joue au grand avantage de Franco contre toute entreprise du mouvement « illégal » de gauche.



A l'activité des partis de gauche se superpose celle des partis monarchistes. Un diplomate des mieux en cour affirme que Don Juan se refuse à recueillir la succession de Franco et même à lui devoir son trône. Il ne peut, cependant, se priver de certains concours à la disposition de la Phalange, d'où le projet d'un Conseil de Régence dont le Caudillo ferait partie en tant que *capitan general*.

Parmi les conseillers du prince, les uns sont partisans d'un conseil entièrement composé de militaires, et les autres d'un conseil mixte où siègeraient certains hommes politiques exilés. Ce mariage de la carpe et du lapin, s'il pouvait aboutir, offrirait le double avantage de partager les responsabilités et d'influencer l'opinion.

Un second projet, celui de Falconde, leader des *traditionnalistes*, qui, depuis que le carlisme est privé de prétendant, se tournent vers l'héritier légal, est celui d'une régence exercée par le prince Xavier de Bourbon-Parme.

Il s'agirait, des deux côtés, de jeter les premières bases d'un gouvernement monarchiste ; après quoi, la Restauration s'accomplirait *ipso facto*.



L'évolution de la politique mondiale est nettement favorable aux républicains espagnols, de même que l'attitude des puissances. Si la position de l'U.R.S.S. est brutale à l'égard de Franco, celle de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, plus patiente, ne lui est pas moins défavorable. Dans les Cercles américains de Madrid, on ne se gêne pas pour l'affirmer, en ajoutant, toutefois, qu'il existe aujourd'hui des questions plus pressantes à régler. L'Angleterre, elle non plus, ne veut pas agir trop vite. Au dire de milieux espagnols généralement bien informés, elle redouterait l'action de l'U.R.S.S. sur un gouvernement de gauche et lui préférerait, à tout prendre, l'influence des Etats-Unis.

Ainsi, sur le plan international aussi bien que sur le plan intérieur, la situation politique est dominée par l'« attentisme ». Franco, qui s'en prévaut, tempore et s'accroche. Ne déclarerait-il pas, dernièrement, au cours d'un entretien privé, qu'il n'était pas du tout convaincu de la nécessité de son départ ? Dès lors, son attitude est claire : dans l'espoir d'un désaccord possible entre les « Grands », il louvoie, jette du lest et joue la carte monarchiste ; mais il ne l'abattra qu'à la dernière extrémité.



HITLER EST-IL VIVANT ?

Un fait nouveau, qui nous est révélé de bonne source, fortifiera la conviction, jusqu'alors plutôt intuitive, de ceux qui continuent à douter de la mort de Hitler. Il s'agit de la disparition de son dentiste, enragé nazi, lequel aurait été chargé de contribuer à le défigurer en transformant sa denture. C'est du moins ce qui ressort des dépositions de l'assistant de ce dentiste, corroborées par l'assurance que ce dernier a emporté les instruments appropriés et que la fiche odontologique du Führer et ses radiographies buccales manquent seules parmi toutes celles retrouvées à son cabinet.

Rapprochée du mystère de l'« évaporation » de l'avion personnel de Hitler et de son pilote, en même temps que de la fausseté, aujourd'hui démontrée, de

la version de son empoisonnement dans les caves de la Chancellerie, la trouvaille est impressionnante. Sans rien prouver, elle permet le doute, et c'est pourquoi, peut-être, le nom de Hitler a été ajouté en tête des criminels de guerre qu'appellera devant elle la Cour de Nuremberg.



SUR LE CHEMIN DE LA PAIX.

Une indiscretion nous révèle que le général Arnold, chef de l'aviation militaire américaine, a présenté, en réunion secrète de la Commission du Budget de la Chambre des Représentants, un projet concernant les forces de l'air en temps de paix. Ces forces permanentes s'élèveraient à un demi-million d'hommes répartis en soixante-dix groupes de combat, aux Etats-Unis et dans leurs bases, et comprendraient une puissante unité très mobile.

On nous mande, d'autre part, qu'on s'inquiète, à Moscou, d'importants transports d'armes et de munitions britanniques en Irak, de la construction très poussée d'un aérodrome américain en Arabie séoudite et de la résolution prise par le gouvernement anglais de maintenir en activité vingt usines d'armement sur les cinquante-deux du temps de guerre, tandis qu'on se préoccupe, à Londres et à Washington, de ce qui se passe, dans le même ordre d'idées, derrière le fameux « rideau de fer ».

Singulier climat, en vérité, pour l'établissement d'une paix stable à fonder sur une mutuelle confiance !



UN COMBLE !

Un célèbre ingénieur de Washington signalait, ces jours-ci, les efforts du cartel international, dirigé par le trust de *P. G. Farbenindustrie*, pour se faire attribuer le contrôle de l'organisation de sécurité des Nations Unies. A l'en croire, les dirigeants du trust, qui n'ont pas renoncé à redevenir une « superpuissance », viseraient à pénétrer les secrets de la fabrication alliée, notamment de la bombe atomique, pour mieux préparer la prochaine guerre.

Ça a tout l'air d'une galéjade, mais, au fond, c'est possible, car ces gens-là ne doutent de rien.



THOMAS MANN, CITOYEN DU MONDE.

Thomas Mann, fixé en Amérique, a reçu de l'écrivain allemand Walter von Moro une invitation très pressante à revenir en Allemagne pour aider au redressement moral de son pays.

Chef-d'œuvre de bon sens et de désenchantement, la réponse de l'illustre exilé est aussi un amer et véhément réquisitoire. « En souhaitant me revoir, écrit-il en substance, l'Allemagne manque de logique. Jamais je ne pourrai oublier l'isolement dans lequel m'ont plongé ces douze années de total abandon, tandis que vous, intellectuels allemands, juriez fidélité au Führer et faisiez de la culture sous les ordres de Goebbels. Je vous dis très franchement que, parfois, vous m'exaspériez, mais que jamais je ne vous ai enviés, même aux heures de vos plus grands jours. Convaincu que les Allemands étaient un peuple grand et riche, mais qu'ils étaient impossibles en tant que nation politique, je ne veux rien avoir à faire avec eux en tant que nation. Je ne suis pas insensible aux témoignages que je reçois, mais le plaisir que j'en éprouve est quelque peu réduit du fait qu'aucune de ces lettres n'aurait été écrite si Hitler avait gagné la guerre. « Une certaine inconscience me déroute », de la part de gens qui agissent « comme si ces douze années n'avaient pas existé ». Certains des livres qu'on m'envoie « sentent le sang et la honte », et il faudrait les détruire tous, car, « se posant en boucliers devant une ignominie absolue », ils restent les témoins que « la culture était impossible en Allemagne ». Ma présence ne servirait de rien. Je ne quitterai donc pas l'Amérique où, « dans une atmosphère de puissance, de sagesse, d'abondance et de paix », j'ai trouvé la tranquillité. »

Prix Nobel en 1929, Thomas Mann a généralement travaillé dans une tour d'ivoire et méprisé la politique. Il fut cependant de ceux qui signèrent, en 1914, le fameux manifeste des intellectuels allemands. Il croyait alors à « l'âme de sa race ». En 1918, il a prôné, dans ses *Réflexions d'un homme apolitique*, l'Etat autoritaire comme le mieux adapté au tempérament de son peuple. Mais, en 1930, il a pris parti, au contraire, dans *Mario et le Magicien*, contre toute forme de dictature. Il sentait déjà venir l'orage.

Ayant, dès lors, renié sa patrie d'origine, Thomas Mann, exilé volontaire dès la prise de pouvoir de Hitler, est devenu citoyen du monde.



Le peloton d'exécution arrive précipitamment à Fresnes.

JUSTICE D'EXCEPTION

LE suicide manqué, la fusillade du mourant arraché à la mort pour parfaire son supplice ne mettent point un terme à l'affaire Laval. Bien au contraire. Le procès, l'exécution ouvrent à l'Histoire un vaste champ de questions.

Il n'y a plus d'affaire Pétain. Déjà, elle est tombée dans l'ombre, j'allais dire dans l'oubli. Éclipsée, dominée par la personnalité affirmée de celui qui fut le véritable maître de la France, de 1940 à 1944. Mise au second plan par les circonstances mêmes de son expiation.

Nous pouvons en parler maintenant avec sérénité, nous qui, dès 1940, disions « non » avec la même détermination que Laval mettait à affirmer son « oui ». Une fois de plus, dans l'Histoire de France, s'affrontaient les hommes de la raison d'Etat et ceux du salut éternel. Nous ne voulions pas, comme le Péguy de « Notre Jeunesse », que pour un seul péché mortel, complaisamment accepté, complaisamment endossé, complaisamment acquis, pour ainsi dire, notre France fût non seulement déshonorée devant le monde et devant l'Histoire : qu'elle fût proprement constituée en état de péché mortel. Ceux qui ont tout sacrifié, hors de France et sur le sol national, ceux qui ont affronté la flétrissure morale et les tortures physiques, ceux qui luttèrent sans souci de places ni d'honneurs ni d'avantages pécuniaires, dans le seul souci de sauver, de transmettre l'honneur qui faisait leur fierté d'être Français, ne l'ont pas fait pour voir, vers les débuts de leur IV^e République, leur foi bafouée, leur mystique trahie.

Laval fut, avant tout, durant toute sa carrière, un homme de la raison d'Etat. Il pensait, il agissait, non seulement en fonction de l'intérêt immédiat, peut-être personnel, sûrement politique ou parlementaire : mais il se persuadait défendre ainsi la cause, beaucoup plus respectable, de la continuation temporelle du peuple, de la nation. Il ne

savait envisager que le salut matériel de son peuple. De son hérité paysanne, amour du coin de terre, il avait surtout conservé le goût de la négociation, le besoin de composer. Son esprit ne connaissait pas le refus. Il acceptait la grêle, la gelée, l'inondation, parce qu'il n'y pouvait rien. Il accepta la défaite pour les mêmes raisons. Il ne savait qu'une chose : c'est qu'après la calamité, il pousse encore des récoltes. Il ne se souciait guère qu'elles fussent charbonnées ou envahies de parasites. On verrait, à ce moment-là. On verrait peut-être à l'écouter quand même. En négociant encore, de toutes façons, la vie continuait.

Sans âme. Cela ne l'a jamais préoccupé. Le sens des choses spirituelles lui était complètement étranger.

Il aimait la France comme un bien âprement conquis, une réussite difficile et qu'on n'est pas sûr de recommencer. Il ne pouvait être question, aux yeux de sa sagesse, de risquer ce dépôt unique, de l'exposer. Il ne savait pas, et nous le savions, nous le sentions, que cette réussite ne dépendait pas du climat, du sol, des circonstances, mais de l'âme du peuple qui l'avait voulu. Il n'a jamais compris que le peuple français a créé une civilisation, fait de l'histoire, rayonné sur le monde parce qu'il a su refuser les solutions faciles de l'opportunité pour affirmer des principes qui n'avaient rien de sage, rien de raisonnable, mais qui lui avaient donné sa grandeur, son prestige et la certitude de son immortalité. Laval pouvait, de Châteldon, comme de Matignon, s'imprégner jusqu'à l'obsession de l'ineffable, incalculable héritage français, parce que ceux qui l'avaient constitué l'avaient aussi préservé de la moisissure. Il pouvait, comme Joinville, le préférer lépreux ; mais parce qu'avant lui des générations l'avaient préservé de tout point de gangrène. Il comptait sur son ressort, sur sa volonté de vivre, et de survivre, et justifiait ainsi sa politique d'acceptation : oubliant que cette volonté de survie était celle qui avait dressé ce peuple, au nom de l'honneur, aux temps proches encore de l'affaire Dreyfus. Il pensait pouvoir

négocier même l'honneur : il ne savait pas que l'honneur d'un peuple est d'un seul tenant. Et puis un jour, tout cela s'est écroulé. La sagesse humaine, matérialiste, a, une fois encore, cédé devant la folie inspirée des saints. Les hommes de l'honneur éternel ont triomphé. Laval, le réaliste, l'homme sans âme, premier ministre d'un pays, idéaliste pour qui les valeurs spirituelles représentent depuis des siècles lourds et glorieux, l'héritage de son histoire, comprit, réalisa, sentit, ce qu'il n'avait jamais compris, réalisé, senti auparavant.

Comme une voile qui se déchire, il a brusquement dû entrevoir l'autre face des problèmes, celle qu'il n'avait jamais envisagée, celle qu'il avait toujours refusé de connaître : la face spirituelle. Il a dû mesurer sa faute ; il a su qu'il devait réparer. Expier. Non pas inutilement, en subissant, en acceptant une fois dernière : mais en agissant, en s'offrant. Il ne pouvait sauver son honneur : il pouvait sauver celui de son peuple. Un premier ministre de France, un être aussi régulièrement investi, de nombreuses fois, des plus hautes fonctions d'un régime légal ne doit pas, ne peut pas mourir devant un peloton d'exécution. Il doit à son peuple, il doit à ceux qui lui ont fait confiance, d'expier pour eux, afin de leur rendre la notion perdue, par sa faute, de leur loi morale, de la seule loi morale qui vaille pour la France, pour les Français.

Celle qui leur impose le devoir de dire « non » quand l'honneur du pays est en jeu.

Il faut que le sens spirituel de cette tentative d'empoisonnement n'échappe à personne. Car si son véritable sens était déformé, alors ce procès sans grandeur ne serait encore qu'une manifestation de plus de la raison d'Etat, contre laquelle s'insurgeront à nouveau ceux qui se sont battus pour extirper à jamais le point de gangrène mortelle placé dans l'esprit de la France par la capitulation réaliste de juin 1940.



INCOHÉRENCE ADMINISTRATIVE.

Un grand nombre d'Américains généreux et compatissants envoient, depuis quelque temps, des colis de secours à leurs amis français. Ils envoient tellement que l'administration des douanes a pris sur elle d'y mettre bon ordre en arrêtant que, désormais, ces colis seraient visités. D'où un retard de trois mois environ dans la délivrance d'un paquet.

Conséquence immédiate : les amis d'Amérique arrêteront leurs expéditions et, comme elles n'étaient faites que d'objets introuvables en France, le marché noir, une fois de plus favorisé par les bévues de l'autorité, sera seul à en profiter. C'est inconcevable !



HAUTE-COUR CLOWNESQUE.

Il y a six semaines, Pierre Laval était le Français le plus détesté du monde, aujourd'hui il est presque l'objet de sympathie et d'admiration.

Il y a six semaines, la justice française était un sujet de plaisanterie ; aujourd'hui elle est l'objet de dédain et de mépris en France aussi bien que dans les autres parties du monde.

Ce résultat est dû à la méprisable parodie de justice qui eut lieu sous le titre de Procès Laval.

Le procès n'a servi qu'à mettre en lumière les difficultés inhérentes au problème des criminels de guerre et aux méthodes qui s'y appliquent.

Cette mascarade n'aura eu d'autre but que de bafouer la loi et l'idée qu'on se fait de la justice : ou l'on protège les pires ennemis de l'humanité, ou, comme

dans le cas de Laval, on leur refuse les droits les plus élémentaires accordés par un tribunal ordinaire.

Les grimaces du président Mongibeaux et du procureur Mornet, qui tous deux étaient en activité sous le règne de Vichy, ne réussirent qu'à rehausser la personnalité du plus grand traître français.

Rien ne peut mieux illustrer ceci que l'histoire publiée par la presse française dimanche dernier au sujet de la visite que fit Mme Laval à son mari, après le procès : « C'est fini, Pierre, lui dit-elle, mais ça finit bien. »

(The New Communism Tribune, Londres, 12 octobre 1945.)



DRAME CHEZ LES SUDÈTES.

L'épuration du pays des Sudètes a entraîné l'expulsion, vers l'Allemagne, de trois millions d'Allemands incorporés, en 1919, à la Slovaquie et qui, restés allemands de cœur, ont naturellement fait cause commune avec le régime de Heinlein. Mesure de précaution parfaitement légitimé en soi, mais qui a provoqué de graves répercussions : de la part de certains Allemands, dans les villages, un mouvement de résistance organisé sur le modèle des loups-garous ; du côté des Slovaques, le pillage d'habitations, abandonnées par ordre, en dix minutes, sur lesquelles se réalise une véritable « ruée vers l'or ».

Pour comble de malheur, de nombreux expulsés — la plupart des femmes et des enfants — furent refoulés d'Allemagne par leurs compatriotes saxons et, dès lors, internés dans des camps où rien ne fut prévu pour leur ravitaillement et dont l'entrée — fait incroyable — a été strictement interdite à tout médecin.

LE THÉÂTRE



« Le Faiseur », de Balzac, au théâtre Sarah-Bernhardt. Mercadet (Charles Dullin) et son compère Pierquin (Henri Pons), qui viennent de réaliser une belle escroquerie, manifestent une joie exubérante.

— à la bourse de la postérité (la seule où, à la fin du compte, Balzac ait fait des placements sûrs).

En même temps, *Le Faiseur* donne assez curieusement un résumé vaudevillesque de la « Comédie Humaine ». Sans doute, les gens du monde, rois des romans de Balzac et en effet maîtres réels de son temps, n'y figurent pas. Mais les deux jeunes gens si beaux et si élégants qui courent après une fausse dot ont de furieuses parentés avec Rastignac. Celui-ci s'écriait : « A nous deux, maintenant », en embrassant le paysage de Paris. Le beau Michonin, du *Faiseur*, pense plus patement : « A nous deux, maintenant », au moment où il souhaite embrasser la fille réputée laide (elle ne l'est pas, Dieu merci, sur la scène de M. Dullin) de Mercadet. Michonin est un arriviste, de cette race qui par chance se perd dans la jeunesse d'aujourd'hui, et je trouve bien plaisante la scène où il développe ses idées sur la politique et révèle ses plans : Rastignac et Rubem-



M. et Mme Mercadet (Charles Dullin et Mlle Delia Col).

pré devaient avoir le même accent, dans le secret de leurs confidences.

Inutile de raconter l'histoire. Résumée, elle ne serait plus qu'un squelette de vaudeville, blanc, propre et bien banal, avec ses jointures bien agencées. Tout s'arrange sur un dénouement absurde. Et tout arrange la vertu, bafouée aimablement pendant quelques scènes. L'intéressant personnage, le seul, c'est Mercadet. Les autres, nous les avons vus traîner un peu partout, dans le roman populaire ou le roman bien pensant. Et je pense qu'au temps de Balzac on en apercevait déjà l'usure. Naturellement, M. Dullin n'a pas été le dernier à reconnaître leur banalité. Alors, par une charmante et fort adroite bravade, il a exagéré cette banalité. Le domestique, le courtier marron, le propriétaire : il a été les chercher dans le vieux fonds du répertoire en exagérant les costumes, les gestes et même les visages dont l'habitude les habillait, les animait et les grimait. Pour que ce retour de fantômes soit plus clair encore, M. Dullin imprime à toute la pièce un sautellement de comédie-ballet (on valse à trois temps dans la bourgeoisie, c'est la chorégraphie de la banalité...). Et le spectateur s'amuse énormément. Cette maison faisandée qui ressemble à un intérieur de boîte à musique prend beaucoup plus d'évidence que si elle était romantique, dramatique, enfoncée douloureusement dans ses calculs, comme Balzac avait dû l'entrevoir.

La boîte à musique est due à la fantaisie de Touchagues. Elle oscille entre l'or et le rouge, le somptueux de grand boulevard et l'acajou de l'univers Labiche. L'œil a bien du plaisir. Les oreilles aussi, puisque la machinerie musicale de notre boîte marche à merveille, égrenant les airs aigrelets (je ne suis pas mécontent de mon onomatopée...) de Darius Milhaud. Venons-en aux interprètes. Il m'a semblé, au début, que le rôle de Mercadet ne convenait pas à M. Dullin. On imaginait au faiseur plus d'épaisseur, plus de panache aussi. Peut-être, dans la peau d'un candidat actionnaire, me serais-je d'abord méfié d'un spéculateur si peu conforme à la rondeur qui sert d'enseigne à la profession. Mais, peu à peu, je crois que j'aurais lâché mon argent comme je l'ai fait pour mes applaudissements. De scène en scène, M. Dullin devient de plus en plus convaincant. Quand il se crucifie devant son bureau, il a l'air de défendre tous les secrets fabuleux et commodes de l'Eldorado : on ne lui refuse plus aucun crédit. M. François Vibert est un usurier bien drôle, il sort de Gustave Doré. Mlle Monique Jarnac danse son rôle de soubrette avec beaucoup de grâce. Le reste de la troupe manifeste autant de bonne humeur à entrer dans la sarabande. Pour user d'un mot comique à la façon de Balzac, homme de théâtre, on se dit qu'en somme tout ceci vient du bon faiseur. Le mot n'est pas drôle, mais il plairait à Mercadet — je pense que dans son temps et dans sa situation sociale on aimait les calembours, même les plus détestables.

René LAPORTE.

BALZAC : LE FAISEUR

PENDANT toute cette soirée, j'ai songé à l'auteur absent, à Balzac, à la joie qu'il eût éprouvée de se voir joué et de s'entendre applaudir. On sait que, parmi ses nombreuses ambitions déçues, où entraient un grand besoin de réussite immédiate, l'ambition du théâtre fut la plus lancinante. Et naturellement, la moins comblée. Aujourd'hui encore, on traite avec mépris les quelques pièces qu'il a laissées. Un jugement aussi constant, aussi général est sans doute motivé — et *Les Ressources de Quinola*, par exemple, n'ajoutent rien à sa gloire. Par contre, la sévérité me semble excessive en ce qui concerne *Le Faiseur*. J'admets, et nous verrons pourquoi, j'admets que M. Dullin soit pour beaucoup dans la résurrection plus qu'acceptable de cette comédie. Il y a, cependant, autre chose. Quoi ? Ni le texte, qui dans ses moments drôles frise trop le Palais-Royal et l'AmBIGU dans ses moments lyriques, ni les situations, trop attendues. Quoi, alors ? Un indiscutable mouvement, des habiletés, et par-dessus tout le pressentiment d'un caractère de théâtre.

Je dis pressentiment, parce que Mercadet, brasseur d'affaires qui aurait par instant des ressemblances avec certains personnages de Bernard Zimmer et de Jules Romains (le rêve absurde, magnifié par la puissance d'imagination qui le brasse), parce que Mercadet ne va jamais jusqu'au bout de lui-même, de ses inventions, de sa roublardise. Ce n'est qu'un traître à la petite semaine. Dans le temps de Balzac, la fièvre commençante de la spéculation fournissait déjà des escrocs d'une autre envergure : entre autres, le banquier Mirès auquel Balzac a peut-être pensé sans oser ou sans savoir l'éclairer complètement.

Ce qui est touchant dans ce portrait, c'est l'application de l'auteur (qui croyait son inspiration neuve, ayant oublié Turcaret) à nous peindre un type jamais vu. Mais, si l'on débarrasse la toile peinte des halos et des poussières du temps, autre chose apparaît sous les couleurs défraîchies : l'enfer financier dans le-



Les domestiques (Raymonde Vernay, Monique Jarnac et Lucien Arnaud) tiennent un conciliabule animé.

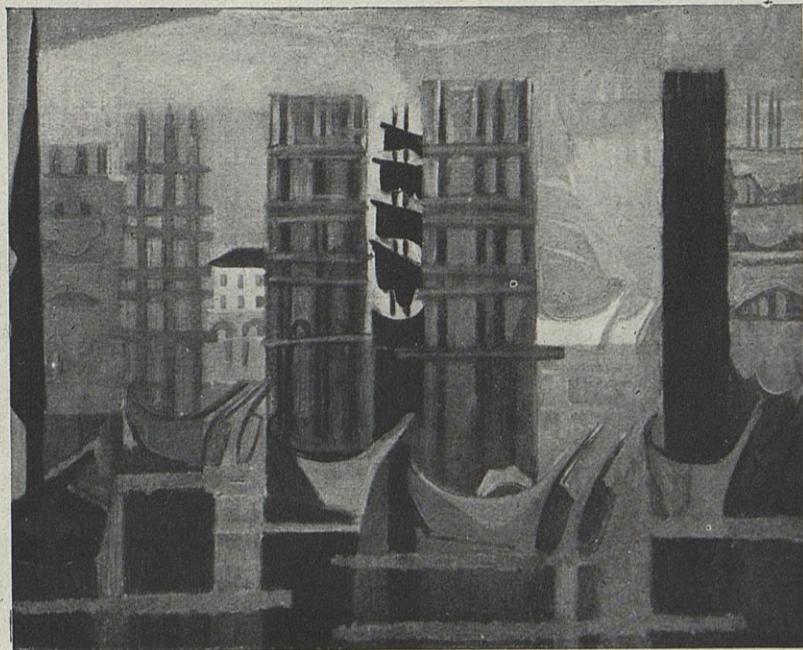
quel vivait Balzac lui-même, avec cet éternel supplice de l'argent proche et toujours reculé. Balzac était d'une attendrissante naïveté en face de l'idée de richesse, et c'est par la bouche du personnage qu'il avoue son désir d'acquiescer la fortune, cette clé d'un certain monde. De même, ce n'est pas seulement Mercadet que tourmentent les créanciers, que guettent les gardes du commerce, mais aussi le malheureux écrivain rivé à sa table, ahanant sur ses épreuves, se jetant violemment d'un héros à un autre comme pour le dépouiller de ses secrets et spéculer avec

LE SALON D'AUTOMNE (III)

Poursuivons notre visite. Il nous reste à parcourir le premier étage, qui est le plus varié. Nous avons quitté Matisse et sa musique de Mille et une Nuits. Un autre sortilège nous attend ici.

Pénétrons sans plus tarder dans le sanctuaire, je veux dire la salle 13 (ex-salle 16 des Indépendants, c'est presque la même). André Lhote s'y trouve assez heureusement détrôné au profit de Picasso qui occupe cette fois la place d'honneur. Elle lui revient de droit, certes. Mais Picasso est tellement loin, quand on y songe, tellement à l'écart ! On finit par se demander pourquoi il préside assez comiquement cette salle — pourquoi pas telle ou telle autre. M. Lhote, aux Indépendants, se trouvait tout naturellement à la place centrale, entouré de ses disciples : le voici relégué au second rang. Picasso fait figure d'usurpateur.

À cela près, on retrouve presque les mêmes noms qu'au printemps dernier, dans cette même salle, presque à la même place. On y voit seulement figurer, en plus, Gœrg, Alix et quelques autres. Faut-il se réjouir de ce mélange ? Je crois que oui. On a tout de même assoupli la classification arbitraire des



Bateaux à Venise
par André Lhote



Femme assise par Matisse (ancienne époque)

Le Salon d'Automne 1945 a ouvert ses portes sur une foule de peintres et sur quelques sculpteurs. Les peintures sont trop nombreuses et les sculptures trop rares. Fernand Perdriel nous a conduit le long des cimaises de ce salon, justement sceptique de la valeur de maintes œuvres exposées. Il aborde à peine la sculpture, qui demeure toujours une sorte d'exercice pour anciens étudiants contents de leur état. L'indigence de ces plâtres nous décourage.

Mais la peinture n'est pas plus vivante. À part la salle "tonique" de Matisse — ses triomphes chromatiques et ses erreurs plastiques — l'apport des jeunes peintres, Gischia ou Fougeron, Borès ou Pignon, ou la continuité des genres Picasso, Max Ernst, Tângny ou Magritte, les toiles des générations nouvelles troquent leur inspiration contre un mimétisme de bon aloi. La couleur éclate sur mille tableaux, selon des recettes éprouvées. Le mimétisme est d'ailleurs poussé si loin que toute accusation de plagiat devient impossible. Les méthodes de l'archéologie sont désormais appliquées à la reconstitution artificielle des œuvres contemporaines.

Nous ignorons où cela conduira la peinture. Il y a un phénomène d'intoxication mondaine, qui peut se guérir à condition de renoncer pendant de longues années à ces expositions tapageuses, et vaines pour l'art.

derniers Indépendants, fait passer au second plan, la vaine et absurde querelle de l'art « abstrait ».

Picasso domine incontestablement toute cette salle, avec ses deux natures mortes noires et blanches. On le voit enfin confronté avec les autres, et avec ses suiveurs. Lui, décidément, on ne l'imitera pas ! Ces deux toiles — les adversaires même de Picasso seront bien forcés d'en convenir, éclipsent tout ce qui les entoure. Ceux qui envient ce redoutable voisinage ont dû déchanter. D'où cela provient-il ? Qu'y a-t-il dans ces deux toiles ? D'où vient ce « dynamisme », comme on dit, cette extraordinaire puissance d'expression ? La question reste posée et le restera. Notons que jamais Picasso ne fut plus espagnol, non seulement par ses thèmes (miroir, tête de mort) mais par une violence qui n'est pas feinte, qui éclate dès qu'il fixe le moindre trait sur une toile.

Cette violence naturelle, d'autres réunis autour de lui plus ou moins arbitrairement dans cette salle, s'y efforcent et s'y essouffent. Cette « avant-garde », avec ses grands éclats de couleur et ses airs de fanfare, n'est peut-être que l'arrière-garde attardée du cubisme et du fauvisme mêlés dans une grande confusion, et que la présence de Picasso couvre mal.

Les meilleurs d'entre eux nous déçoivent ici, leurs envois ne valent pas ceux de l'an dernier, ni des Indépendants : je songe à Pignon, à Fougeron, surtout à Tal Coat dont la subtilité habituelle disparaît sous une brutalité toute factice, dans ses deux grandes natures mortes. Avec Estève, l'enfant prodige, c'est toujours l'euphorie et l'ivresse de la couleur, mais où veut-il en venir ? André Lhote nous donne un port de Bordeaux, où les mâts, les vergues et les

tourbillons de couleurs qui rappellent Delaunay, et des allusions surréalistes un peu enfantines, on se demande ce que vient faire ici la grande composition de Desnoyers (Baignade) qui prête au calembour et ferait très bonne figure à la Nationale. Cette salle est inégale, pourtant vivante et variée. Peut-être est-ce Picasso qui brouille tout. Il exerce ici une espèce de royauté occulte, de pouvoir magnétique. On ne voit que ses deux toiles, accrochées au mur du fond.

Plusieurs autres salles se suivent, qui seules retiennent l'attention. Elles sont peu nombreuses. Salle 18, nous citerons Yves Brayer, toujours froid et imperméable ; un nu assez sensible et nuancé de Neillot ; un port de pêche de Chapin, dans sa formule habituelle ; une assez bonne toile de Feuillatte ; Ramey, rose et sucré ; enfin un nu de Metzinger nouvelle manière, aussi académique, criard et prétentieux que possible.

Dans la salle 19, mentionnons Clairin, Vergé-Sarrat, René Levrel, les fleurs d'Andrée Joubert, deux agréables et clairs paysages de Sigrist, le nu de Valdo-Barbey, un bon paysage de Laboulaye ; un paysage et un portrait d'Antoine Chartres, dont on aime le style simple et direct, et la sobriété. Cochet choisit mal ses envois aux Salons, son *Laboureur* manque de cohésion.

Dans la salle 20, nous avons deux bonnes natures mortes de Bonfils ; de Jean Lombard, une toile aux tons tout heurtés et discordants ; un grand paysage, un peu trop sec et terne, de Detthow. Citons encore Picart Le Doux, Sabouraud, Terrechkwitch. Nous nous arrêterons surtout devant l'éclatante *Table rouge* de Limouse — quelle maîtrise et quelle science de la couleur pure, quelle sûreté. Retenons

voiles dans la lumière composent une curieuse architecture. Là enfin, il est bien lui-même, mais il traîne toujours à sa suite Le Moal, Marzelle, et d'autres...

Jacques Villon nous montre un personnage informe et boursoufflé, dans un délayage de couleurs fausses. Gischia est bien artificiel. André Marchand se cantonne dans un archaïsme fastidieux, et c'est bien dommage, car il a des qualités brillantes ; on voudrait que son art s'aère et s'humanise : le danger pour lui est la fabrication, bientôt la broderie. Peinado nous donne des maquettes de théâtre. Rien à dire de Vinès, trop décoratif lui aussi, ni du surréalisme bien conventionnel de Labisse. Survage, c'est le futurisme 1945, ce sont des

enfin les deux natures mortes de Gisèle Ferrandier, l'une riche et pleine, l'autre légère et lumineuse : ici est le don de poésie, le plus rare.

Salle 21, nous voyons deux paysages d'Aix-en-Provence solides, un peu sévères, de Guastalla ; comment oublier Cézanne, dans cette belle campagne aixoise ? C'est pourtant ce qu'a fait Guastalla, il l'a vue avec un œil neuf. J'ai bien aimé un portrait de femme, simple et émouvant, de Palmeiro. Citons une nature morte aux tons vifs et à la facture aisée, de Ganesco, les *Ananas* de Gritchenko. Salle 22, un harmonieux paysage de Bompard, qui nous console de son dernier envoi aux Indépendants.

La vaste salle 23 est en quelque sorte une annexe, un prolongement de la salle 13. On a disposé là de grandes toiles de jeunes artistes d'avant-garde, ou considérés comme tels. Cela fait beaucoup de bruit dans beaucoup de vide, et quelque bonne volonté qu'on y mette, on ne voit pas grand chose à y découvrir. Non plus que dans les salles suivantes ni au deuxième étage, réservé aux non-sociétaires, ou presque tout est honorable, sans plus.

Comme on le voit, l'intérêt est concentré dans quelques salles. Ce Salon est moins tumultueux que celui de l'an dernier. Constatons que le surréalisme, si abondant en 1944, a disparu à peu près complètement. Pour quelle raison ? Je l'ignore. Mais pour la première fois, après six années, tout le monde se retrouve, et ce vieux Salon d'Automne, à travers vents et marées, reste encore le plus vivant.

Le *clou*, sans nul doute aura été l'exposition Matisse dont nous avons dit brièvement quelques mots la semaine dernière. On ne se lasse pas d'y revenir, et je crois bien que Matisse sortira encore grandi de cette manifestation. Aucune œuvre contemporaine n'est plus riche et plus harmonieuse, plus jeune et plus vivante. Ce Salon permet de mesurer combien son influence s'est étendue sur l'art de ces trente dernières années — et plus que jamais sur celui d'aujourd'hui. C'est d'autant plus remarquable que Matisse ne semble pas l'avoir cherché, que nul ne fut plus à l'écart des écoles, qu'avec lui une certaine forme de beauté s'impose d'elle-même, par contagion, par persuasion. Notons en passant que toutes les grandes influences, les plus salutaires et les plus durables s'exercent ainsi. Peu importe d'ailleurs, l'œuvre de Matisse est là pour témoigner de ce que vaut un homme en face de l'univers retrouvant d'instinct les accords secrets des choses.

Il nous reste peu de place pour parler de la sculpture. Outre la salle 1 où elle est rassemblée, elle est disséminée dans les autres salles. Dans la salle 4 se trouve une admirable tête de femme de Gimond, aux lignes sobres et réduites à l'essentiel. D'année en année, Gimond parvient à plus de rigueur et de sobriété. Où s'arrêtera-t-il dans cette voie périlleuse ? Le goût de la pureté peut entraîner vers un art déshumanisé, qui serait tout le contraire de ce que recherche avec passion ce grand artiste. Citons les envois de Contesse, Poisson, Deluol, Cornet, Damboise, le nu un peu fade de Kretz, un portrait charmant d'Osouf, la sculpture en taille directe de Dideron qui aime et manie bien la pierre.

Fernand PERDRIEL.

TOUTE L'ŒUVRE
DE MALLARMÉ

QU'IL est loin le temps où je crus avoir acheté tout l'essentiel de l'œuvre de Mallarmé pour trois sous ! Oui, pour trois sous, pour 15 centimes ! Je n'étais pas riche et la modicité de cette somme faisait rudement mon affaire ! L'ouvrage, il est vrai, ne comportait que douze pages, mais ces douze pages, c'étaient *Les Fenêtres*, *Les Fleurs*, *Brise marine*, *Soupir*, *Sainte*, quatre sonnets (*La Vierge*, *Le Vivace...*, *Victorieusement fui...*, *Mes bouquins refermés... Quand l'ombre menaça...*) Bien modeste anthologie, imprimée à Bruxelles sous la direction littéraire de M. Albert de Nocée et qui portait la firme de Léon Vanier, quai Saint-Michel. C'est la réimpression de la plaquette décrite à la page 1333 des *œuvres complètes de Stéphane Mallarmé*, que le professeur Henri Mondor et M. G. Jean-Aubry viennent de publier dans la collection de la *Pléiade*, mais avec des différences qui, pour les bibliographes, auraient peut-être mérité une mention. Quoi qu'il en soit, c'est là que je découvris Mallarmé quand j'avais l'âge des découvertes — mais n'est-ce pas un âge qu'on garde toute sa vie ? — et je rouvre toujours la mince brochure avec plaisir.

Qui nous aurait dit, il y a un demi-siècle, que les *Œuvres complètes de Mallarmé* rempliraient un jour plus de 1.300 grandes pages ? Qui soupçonnait, même parmi les amis

et les admirateurs les plus intimes du maître, une pareille fécondité ? Et la *Correspondance* ne figure pas dans cette édition de la *Pléiade* ! Quand nous sera-t-elle donnée ?

Le point actuel de la gloire de Mallarmé serait à faire. Espérons que l'édition de la *Pléiade* va en fournir l'occasion. Que pensent de Mallarmé les jeunes écrivains de 1945 ? Dans quel rapport vivent-ils avec lui ? Le lisent-ils beaucoup ? Tirent-ils de lui quelque profit ? Son exemple les intéresse-t-il ? Et la réaction du public à la lecture de ces pages quasiment inconnues encore, comme il sera intéressant de l'observer !

J'ai souvent approché deux écrivains qui restaient personnellement attachés à Mallarmé et à son culte : Edouard Dujardin et Jean Royère. Pour des raisons diverses, ils se sont tus l'un et l'autre. Dujardin organisait chaque année un pèlerinage à Valvins avec récitation de vers, discours et déjeuner au bord de l'eau. Quant à M. Jean Royère, il était sans doute le seul imitateur de Mallarmé que, d'ailleurs, il n'avait pas connu. En somme, si l'on met à part Valéry qui a toujours proclamé sa dette à l'égard du maître de la rue de Rome mais dont l'œuvre marque un dépassement de l'esthétique mallarméenne égal à tout ce qui sépare le classique du baroque, il est impossible de relever dans la poésie d'aujourd'hui la

moindre trace d'une influence plus ou moins directe de Mallarmé. C'est à travers toute l'épaisseur du Symbolisme que se prolongent et rayonnent encore un peu l'art et la pensée de Mallarmé.

Je n'ignore pas qu'il y a environ vingt-cinq ans Albert Thibaudet, dont la perspicacité était à peu près infailible, discernait à la pointe extrême de notre littérature une influence de Mallarmé. Cette pointe extrême c'était, si j'ai bonne mémoire, Jean Giraudoux. Giraudoux nous a quittés et il est impossible de mettre un nom sur ce qui peut rester de vrai dans la pensée de Thibaudet, à moins pourtant que Francis de Miomandre, écrivain malheureusement trop nonchalant... Mais Thibaudet ajoutait que ce qui restait de Mallarmé, c'était surtout son exemple et que cet exemple avait consisté, non pas à réaliser une œuvre parfaite, ou vivante, ou bienfaisante, mais à pousser la poésie française le plus loin possible dans la direction de l'absolu, à atteindre une extrémité et à susciter ainsi tout un mouvement d'exploration. Les possibilités de la poésie ont été sondées, examinées dans une sorte de paroxysme, et il en est résulté Claudel, Apollinaire, Romains, Giraudoux et Proust, et si Thibaudet ne parlait pas du surréalisme, c'est qu'à cette époque le surréalisme ne s'était pas encore manifesté en tant que système, mais il est bien évident que, pour antilittéraire et antiartistique qu'il ait été, il procédait de Mallarmé à travers Apollinaire et cela est si vrai que j'ai encore dans l'oreille les cris poussés par André Breton et ses amis sur le pont de Valvins au passage du charmant Henri de Régner : « Vive Mallarmé ! A bas l'Académie ! ».

Dans la mesure où elle est tributaire du surréalisme, la poésie actuelle peut donc se rattacher à l'exemple de Mallarmé. Elle est essentiellement une tentative. Et qui contesterait à un Paul Eluard, par exemple, un air qui le rattache à notre vieille tradition baroque et précieuse dont Mallarmé demeure le plus haut représentant ? Le Mallarmisme n'est donc pas mort, sinon en tant qu'attitude morale. Cet ascétisme, ce désintéressement total, cette espèce de fakirisme sont bien la chose la plus étrangère qui soit à nos nouveaux poètes. Mais attendons un peu ! En réaction contre le style général de la vie littéraire d'aujourd'hui, si imprégné d'esprit social, nous verrons refleurir avant qu'il soit longtemps l'anarchisme de la Tour d'Ivoire. Il n'est nul besoin d'être prophète pour prédire un phénomène aussi fatal que le retour de l'hiver après l'été ou du jour après la nuit.

André BILLY

de l'Académie Goncourt.

ABRAHAM LINCOLN

LE succès de *Abe Lincoln in Illinois* a été un des plus considérables des Etats-Unis. En effet, John Cromwell s'est attaché à rendre vivant le souvenir local de Lincoln. Il a trouvé aisément dans le cœur de tout Américain l'écho ému de la légende d'« Abe », l'homme qui a su exprimer et exalter le goût de la liberté.

Le président Lincoln est une sorte de mythe. Sa déification, à Washington, dans son mausolée blanc et or, rappelle les splendeurs d'une église laïque. Ses messages se murmurent encore de page en page, de pierre en pierre, d'homme en homme. Le nom de Lincoln a suffi pour éblouir le spectateur américain.

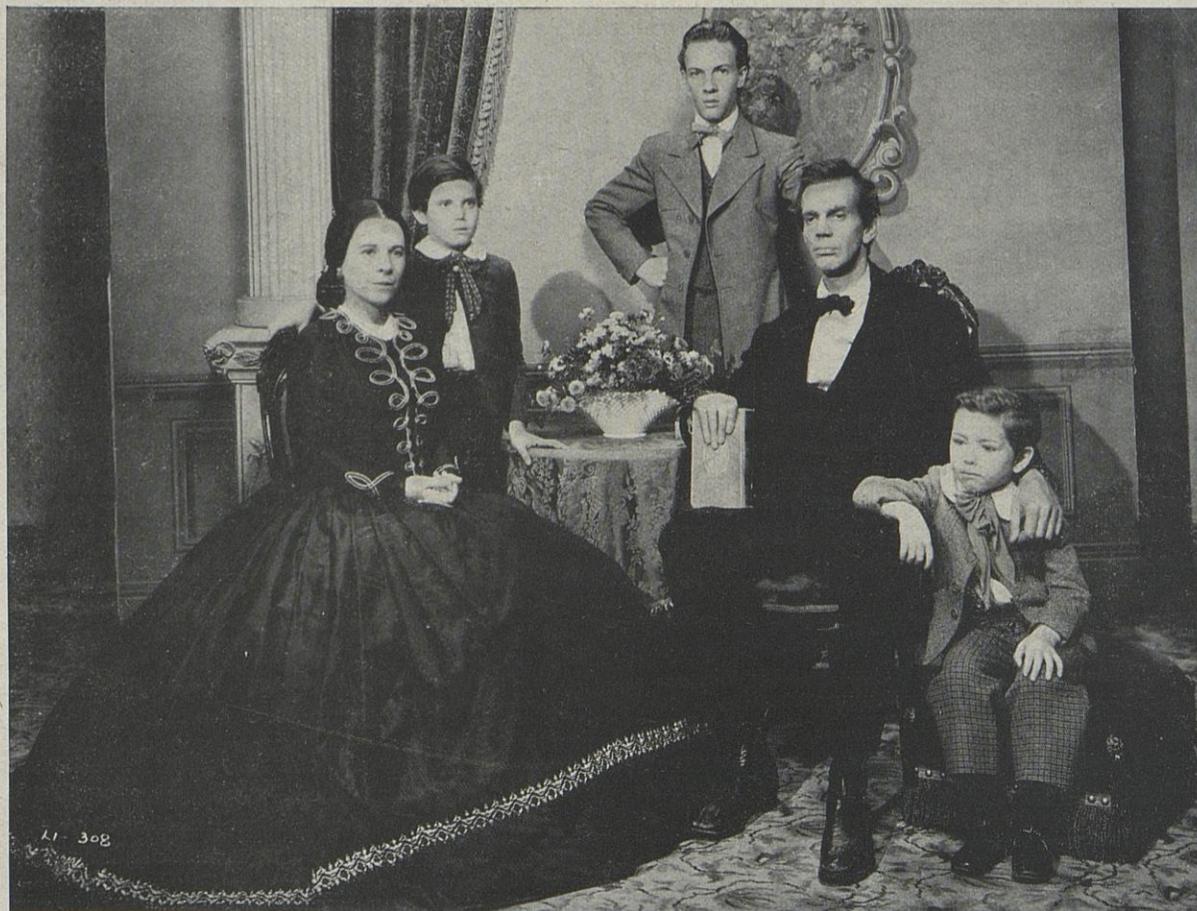
Mais nous ne sommes pas en Amérique. Pour nous, Lincoln soulève une poussière de souvenirs imprécis qui restent suspendus entre Franklin et Edison. Le film pèse donc de tout son poids de documentaire, lent et monotone, ronronnant et ambitieux. Il sent la pièce de Robert E. Sherwood d'où le film est tiré. Nous disons qu'il ne s'agit pas de cinéma, mais de l'enregistrement sur pellicule d'un conte assez laborieux, illustré par la ressemblance extraordinaire de l'acteur Raymond Massey avec le Lincoln des daguerréotypes.

Lincoln disparaît aux yeux du critique européen. Les défauts de l'œuvre de Cromwell sortent ainsi avec plus de relief. Il est d'ailleurs incompréhensible que, dans un tel documentaire — qui ne craint jamais d'agacer le spectateur par des discours interminables — le scénariste ait cherché de donner à la vie de Lincoln un vernis romanesque. Lincoln jeune amoureux ne nous choque point. Mais Lincoln au pouvoir pour des raisons assez embrouillées qui viennent en ligne droite de la tendre ambition d'une femme, nous paraît le fruit d'une invention grossière. Sans contester le rôle dynamique des beaux yeux, nous ne pouvons pas partager ces formules américaines qui font de l'amour le *deus ex machina* de toute action humaine, politique ou militaire, sociale ou artistique, criminelle ou mystique.

Parfois, le film réussit à émouvoir par des rappels profondément vrais. Mais c'est une émotion verbale. Au commencement du film, Abe raconte doucement que quand sa mère mourut, lui et son père fabriquèrent de leurs mains une petite bière et l'enterrèrent dans le bois. « Les cerfs passaient sur sa tombe — dit Lincoln — ; jamais je n'ai pu tuer un cerf depuis. Une fois, j'ai même détourné le fusil de mon père... ». Raymond Massey donne à ce passage une exactitude et une beauté admirables, mais le cinéma n'y est pour rien.

Il faut être sévère pour ce genre de production. On n'a pas le droit, sous prétexte d'évocation historique, de trahir le rôle intime du cinéma. Or, le cinéma n'est pas une suite de cartes postales — ou d'images d'Epinal — en mouvement. Nous admettons l'émotion de l'Américain moyen en voyant « vivre » son Lincoln sur l'écran, devant ses yeux, présenté par Eléonor Roosevelt. Mais nous voudrions qu'on réserve le cinéma à ce qui est cinéma.

MYLE.



Un daguerréotype de famille dans le film : *Abraham Lincoln* dont Raymond Massey nous restitue le visage.

NOS JEUX

LE BRIDGE

par E. MICHEL-TYL

Voici un coup joué en duplicate — toujours en Amérique, et où l'équipe Nord-Sud a demandé et fait le petit chelem à l'une des tables.

Nous ne donnerons que les jeux de Sud et de Nord. Est et Ouest ont d'ailleurs régulièrement passé au cours des enchères.

NORD (donneur)	SUD
Pique : A.5.3.	Pique : R.D.V.10.8.6.
Cœur : D.8.2.	Cœur : A.
Carreau : A.R.D.10.	Carreau : 4.
Trèfle : A.7.4.	Trèfle : V.6.5.3.2.

Les enchères se sont déroulées de la façon suivante :

NORD	EST	SUD	OUEST
1 carreau	pas	1 pique	pas
2 cœurs	pas	3 piques	pas
4 S.A.	pas	5 carreaux	pas
6 piques	pas	pas	pas

Les annonces sont normales. Sud insiste pour indiquer sa longueur à pique et tenter de jouer le coup à cette couleur. Nord, qui a interrogé son partenaire à cœur sans obtenir de réponse favorable, veut s'informer si Sud a un as, et il annonce 4 sans atout, demande conventionnelle à laquelle Sud répond par 5 carreaux, indiquant ainsi qu'il détient un as. (5 trèfles, pas d'as — 5 carreaux, un as — 5 cœurs, 2 as — 5 piques, 3 as). Nord demande alors 6 piques.

Ouest entame Roi de trèfle.

Sud voit onze levées sûres : six piques, un cœur, trois carreaux et un trèfle.

Si le valet de carreau ne tombe pas, un squeeze est possible si Ouest a le roi de cœur ou le valet de carreau, en plus de la dame de trèfle.

Comment Sud a-t-il joué ?

Le valet de carreau est chez Est ; le roi de cœur chez Ouest.

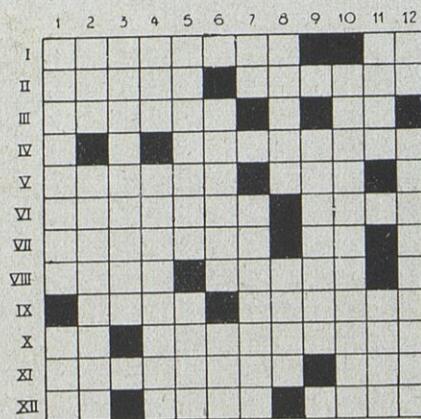
NOS MOTS CROISÉS

par Max FAVALELLI

PROBLÈME N° 32

HORIZONTELEMENT. — I. Ne jouent plus s'ils sont fatigués. — On y met parfois l'essentiel. — II. Est sur les dents. — L'on y fait aucune concession. — III. Ne peut guère se faire sans aiguille. — Phonétiquement : fut un « casus belli ». — IV. S'en prend aux solitaires. — V. Met fin à l'occupation. — Utilisé à Rome pour les restrictions. — VI. Il en est un qui prend du volume dans l'allégresse. — Capitale. — VII. Le vinaigre y domine. — Phonétiquement : exprima son mécontentement. — VIII. A toujours un frère jumeau. — Utilisé pour souffler. — IX. Avait deux filles bien ingrates. — Se sert du guidon. — X En bois. — Font le mur. — XI. Actuellement un travail qui aboutit presque toujours à la grève. — Crie. — XII. Note à l'envers. — Les cartes ne sont sûrement pas à son échelle. — Bon professeur.

VERTICALEMENT. — 1. Rigolo qui ne fait pas toujours rire. — Demande plus de souffle qu'une simple ballade. — 2. L'envers d'un sentiment. — Peut très bien vous vendre un vieux rossignol. — 3. On est assuré en y allant d'y voir l'aube. — 4. Entre parenthèses. — Pourra faire une très belle pièce. — 5. Plus sage que Roland. — Position pas toujours commode à tenir. — 6. Spécialité du survivant. — Rivière. — 7. En tome. — Sa réussite est souvent le fruit d'une sélection. — 8. Il faut se méfier de ceux qui les jettent. — Laisse un souvenir cuisant. — 9. Brille. — 10. Un coup de pouce décidait de leur sort. — 11. Ne manque pas de retenue. — Il est préférable de l'éliminer. — 12. Promon. — La présence de moutons lui enlève parfois tout son agrément.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 31

HORIZONTELEMENT. — 1. Souffle, Prêt. — II. Arnica, Crépu. — III. Ig, Mérovée. — IV. Gueuleton, Lu. — V. Nègre, Etêter. — VI. Lavatory. — VII. Usine, En, Rp. — VIII. Restes, Ecole. — IX. Ne, Suc, Esau. — X Ps, Clarine. — XI. Hurricane. — XII. Saurien, Test.

VERTICALEMENT. — 1. Saigneur, Pis. — 2. Orgue, Sens. — 3. Un, Eglise, Hu. — 4. Fugurant, Mur. — 5. Fc, Levées, Ri. — 6. Lame, Sucre. — 7. Etêté, Clin. — 8. Crotone, Ac. — 9. Prôner, Cérat. — 10. Rev., Tyrosine. — 11. Epelé, Planes. — 12. Tueurs, Eue.

PHILATÉLIE

Soucieux de donner à nos lecteurs des nouvelles de plus en plus amples sur les événements du monde philatélique, nous avons choisi pour notre chronique une nouvelle formule qui — nous en sommes persuadés — sera favorablement accueillie par tous les amateurs du timbre. Nous voulons que cette chronique soit une vivante revue de l'activité philatélique internationale et en outre une tribune libre pour la discussion de toute question présentant un intérêt général pour la philatélie. Que nos lecteurs n'hésitent pas à nous écrire ; nous sommes à leur disposition pour tous les renseignements et nos colonnes sont ouvertes pour toutes les suggestions intéressantes.

Paris. A l'occasion de l'exposition de la France d'Outre-Mer qui se tient actuellement au Grand Palais, le Ministère des colonies a ouvert un concours d'étalage de timbres coloniaux. Tous les négociants en timbres poste qui à Paris disposent des magasins pourvus de vitrines sur la rue, peuvent y participer entre le 12 octobre et le 11 novembre. Premier prix : un voyage en avion Paris-Dakar et retour.

Paris. Les marchands de la capitale sont depuis un certain temps l'objet de perquisitions de plus en plus nombreuses de la part des douanes. Il s'agit d'une véritable chasse aux nouveautés étrangères, qui — comme on le sait — ne peuvent entrer en France par les voies légales. Tous les timbres étrangers à l'état de neuf provenant des émissions récentes sont donc considérés comme marchandises de contrebande. Les perquisitions sont effectuées d'une façon qui étonne fort les citoyens d'un état démocratique. Les services compétents voient vite rouge. Une chose est certaine : l'interdiction stricte qui frappe actuellement l'importation des nouveautés, ne favorise que les contrebandiers. Unique solution : établir un système de licences d'échange international, nouveautés françaises contre nouveautés étrangères. Les collectionneurs auront le plaisir de mettre leurs albums à jour ; les marchands feront des affaires honnêtes et les inspecteurs n'auront plus besoin de casser des meubles en les fouillant.

Londres. On apprend par le « R. I. PH. » que les Silver Jubilee et le couronnement de George VI, sont en hausse et se trouvent très difficilement. Certaines valeurs obliérées telles que le Fiji 5 d, Nigeria 4 d et Sierra Leone 5 d (George VI) ont triplé leur prix pratiqué il y a six mois.

Bruxelles. La saison débute avec une animation qui surprend même les plus optimistes. Les valeurs classiques sont très recherchées. Les nouveautés du monde entier sont offertes à des prix raisonnables.

La maison Williams a ouvert un concours de littérature philatélique auquel on peut participer avec des ouvrages écrits en langue française. Prix 100.000 francs belges.

Lyon. Un album spécialisé pour les timbres suisses a été édité par J. Bassan. L'idée de créer cet album est très bonne car le nombre des philatélistes français qui font la « Suisse » est grand et ils sont tous contents de pouvoir ranger leur timbres dans un volume bien présenté et animé par des explications historiques et techniques pour chaque émission.

Paris. L'Agence Comptable mettra en vente le 29 octobre la première partie de timbres de la France libre émis à Londres avant la Libération. Il s'agit de 142 timbres-poste totalisant une valeur faciale de 519 fr. 40 et de 23 timbres avion totalisant une valeur faciale de 990 fr. 50. Les séries sont indivisibles-tirage : 100.000 séries. La mise en vente de la deuxième partie de cette émission aura lieu au début de l'année prochaine.

Paris. A l'occasion de la Journée du Timbre, un timbre-poste a été mis en vente pour l'A. O. F. Il s'agit de la vignette portant l'effigie de Louis XI, et surchargé « A. O. F. ». Valeur faciale 2 fr. + 3 fr. ; tirage : 150.000.

P. ALMASY.

UN CADEAU DE CHOIX...
COLLECTION IMPERIALE
J. FORET Expert
ACHAT-VENTE
TIMBRES-POSTE
Erv. Catal. PA. Prix 13F
64.R. LAFAYETTE. PARIS. PRO. 3427

GALERIES DE TABLEAUX

ORFÈVRE
CHRISTOFLE
Achète
tous services de table
12, rue Royale
Tous les jours, sauf lundi

LOTERIE



NATIONALE

“FORTUNE” N'ATTEND QUE VOUS POUR APPAREILLER...
...ET N'OUBLIEZ PAS QUE TOUS LES BÉNÉFICES DE LA LOTERIE VONT A DES ŒUVRES DE BIENFAISANCE

François Auchard

EST UNE MARQUE

SES PEIGNES DE TOILETTE ET FANTAISIES DE COIFFURE SONT INCOMPARABLES
PARIS, 26, BOULEVARD DE STRASBOURG.
BOYONNAX (AIN), 8-10, RUE PARADIS

LE MONDE ILLUSTRÉ

Hebdomadaire paraissant le jeudi

20 Octobre 1945

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre NAQUET
RÉDACTION -- VENTE -- ABONNEMENTS
69, Quai d'Orsay — Tél. : Invalides 19-44 - 67-48 - 80-37
Compte Chèques Postaux Paris : 4-116-52

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	un an
France et Colonies	Frs 370	700	1.350
Etranger :			
1/2 tarif postal	385	750	1.450
Plein tarif postal	400	800	1.550

RÉDACTEUR EN CHEF : Pierre CHEVILLOTTE
SERVICE DE PUBLICITÉ DU “MONDE ILLUSTRÉ”
12, Rue d'Anjou - PARIS VIII^e - Téléphone : Anjou 04-80
7, pl. Antonin-Poncet - LYON (Rhône) - Tél. : Franklin 55-25



D.45

Arôme 3 accordé aux femmes et aux hommes élégants pour les plaisirs de l'hiver et les joies des sports marque une étape nouvelle dans l'art de la parfumerie. Mêlant des essences inédites, il a la force d'un parfum et la fraîcheur matinale des lavandes.



LES PARFUMS DU CHEVALIER
D'ORSAY

